

ALTERS ECHOS

SOLIDARITÉ

ALTERMONDIALISME

ÉCOLOGIE

Des acteurs d'utopies



Les grands-mères solaires d'Inde

(lire page 6)

photo : Lar Boland

ÉDITO...

L'histoire retiendra que le XX^{ème} siècle aura été celui d'une destruction massive de la planète par ceux-là même qui y vivent, les hommes, reléguant toute autre forme de vie à une fonction décorative ou consommatrice, se servant des ressources comme on remplit son caddie dans le supermarché planétaire.

Voilà des années que nous disons, que nous crions – que nous savons – qu'un autre monde est possible, qu'il faut « réinventer le monde ». Et si dans ce tableau inquiétant de début de siècle tout n'était pas déjà inventé ? Les exemples, modèles n'existent-ils pas si nous regardons de plus près ?

Dans ce numéro d'Alters Echos, même si l'encre de ces premières lignes est tout ce qu'il y a de plus sombre, vous allez constater que ce monde de demain est déjà celui d'aujourd'hui et souvent même celui d'hier. Il suffit d'ouvrir les yeux. Des initiatives formidables, certaines datant de décennies, partant soit de l'agriculture, soit de la culture, de l'économie, ou de l'éducation, soit du terrain social, finissent en se développant par capillarité à polliniser les autres secteurs, entraînant des centaines, des milliers, voire des millions d'habitants (comme en Inde, page 2) vers un cheminement du monde que nous ne cessons d'appeler. Une autre organisation de l'économie reposant sur d'autres rapports entre les hommes. Ce monde est là. Toutes ces utopies de départ n'en sont plus. Des paysans, des citoyens ont transformé le monde sous nos yeux sans que nous nous en rendions vraiment compte, sans bruit, mais avec efficacité, respectueux de la terre et des hommes.

Enfin tout a déjà été inventé. Ou presque... Reste à vulgariser, à appliquer, à démultiplier. Et pour que nous basculions vers un siècle qui ne ressemble pas au précédent, reste à ceux qui ont toujours du poids – les gouvernants –, eux-aussi, à ouvrir les yeux et s'appuyer sur ce qui existe et fonctionne et l'accompagner.

Jacques Prades nous démontre ci-contre comment en Espagne et en Italie, pour les coopératives, les politiques et lois ont suivi les initiatives citoyennes. Significatif...

En cette période électorale les catalogues de promesses mériteraient de s'ouvrir sur ce monde d'un retour à l'essentiel, partant du bas vers le haut. Les hommes et la planète s'en porteraient mieux. Mais là, c'est une autre affaire...

LA COOPÉRATIVE ET LA LOI

Toute société se définit par les règles qu'elle institue. Dans la nôtre, ces règles prennent principalement la forme de la loi, là où, ailleurs, s'impose le droit coutumier. Par les lois qu'elle met en place, la société s'organise autour de groupes sociaux qui la confortent et la justifient mais aussi qui la détournent ou la transgressent. A la distance qu'une société entretient avec ses lois, se mesure son degré d'adhésion ou de désaffection. C'est sous cet angle du rapport à la loi que je voudrais évoquer ici, en terme lapidaire ce que j'ai démontré plus longuement ailleurs, quelques expériences coopératives dans trois pays européens, l'Italie, l'Espagne et la France.

En Italie, les premières coopératives sociales sont nées en 1980. La loi sur laquelle reposent les coopératives sociales ne sera votée que dix ans plus tard, le 8 novembre 1991. A cette date, on comptait 918 coopératives sociales. En 2001, soit dix ans plus tard, le chiffre s'élevait à 5 515. La conclusion est simple : la loi a validé une pratique déjà instaurée.

Au Pays basque espagnol, les coopératives de consommation Eroski sont nées des supermarchés San José. En 1970, la loi espagnole n'autorisait pas les caissières à être coopératrices. Il faudra une année pour que cette autorisation soit votée. Par son développement quantitatif, Eroski a tiré l'essor des coopératives basques durant les vingt dernières années. Ici, la loi a confirmé une demande sociale.

En France, en 2001, on créa par la loi les Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif (SCIC), à la suite du rapport d'Alain Lipietz, qui s'appuyait sur une consultation locale mais sans expérimentation préalable. Seize ans ont été nécessaires pour créer moins de 600 SCIC ! Encore a-t-il fallu quelques années pour que soit supprimé l'agrément préfectoral d'« intérêt collectif »...

Que nous enseignent ces trois exemples ?

A quelques rares exceptions comme la Coopérative Intégrale de Barcelone qui revendique de financer son développement en fraudant la fiscalité en vigueur, ou lorsque des conditions historiques le requièrent, une coopérative ne cherche pas à être hors la loi. Mais le pragmatisme de la coopérative peut précéder la loi ou déborder son cadre d'exercice, dans une forme de désobéissance civile. Dans le cas français, concernant la création de la SCIC, la loi a non seulement imposé aux coopératives un cadre tellement étroit qu'elles devaient se contorsionner pour y entrer, mais de plus n'a pas validé une pratique déjà éprouvée. C'est bien ce qui différencie les trois pays de l'arc latin.

En Espagne et en Italie, les lois relatives aux coopératives se fondent davantage sur des expériences que sur une formalisation juridique travaillée en chambre, davantage en partant du bas que du haut d'un ministère et en revendiquant une protection et une place pour les plus vulnérables. En France, les forces coopératives sont plus ambiguës et utilisent souvent la loi de la même façon que la classe dominante, c'est-à-dire comme un outil à disposition d'une stratégie de développement. Cette situation est largement due aux outils que chacun mobilise. Pour la classe dominante, l'outil technologique repose sur la tempête dévastatrice d'innovations qui modifient constamment les lieux d'exercice du pouvoir. Karl Marx disait déjà que *La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production et donc les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux*. D'où la prolifération et l'accélération des lois qui tentent de s'adapter à l'évolution technologique, en modifiant à chaque fois l'exercice du pouvoir. En ce sens, la crise n'est pas seulement une séquence économique, c'est une technique

JACQUES PRADES 
MAÎTRE DE CONFÉRENCE
UNIVERSITÉ TOULOUSE JEAN JAURÈS

de gouvernement qui vise à l'effacement de toute opposition radicale parce qu'elle la prive d'un ennemi clairement repérable.

A l'inverse, l'innovation sociale des coopératives ne fonctionne pas, en principe, sur le même registre. Elle n'est pas un nouveau produit ou un nouveau procédé : c'est un dispositif, c'est-à-dire un arrangement de personnes qui forment un collectif qui produit *une renaissance*. Ainsi, c'est parce que les coopératives sociales italiennes se sont adossées aux coopératives de consommation qu'elles sont venues renouveler la dynamique de ces dernières. La coopération a prévalu sur la compétition. On aurait pu imaginer, en France, une situation de ce type avec les mutuelles qui disposent de ressources abondantes du fait de l'inversion du cycle de production (elle perçoit les cotisations avant de payer les sinistres). De nouvelles formes coopératives auraient pu donc s'adosser aux mutuelles, lesquelles auraient été entraînées dans une direction qui leur aurait évité la compétition des « fausses mutuelles », émanation de groupes assurantiels. Il n'en a rien été et pour cause : l'économie solidaire, dans les années quatre-vingt, s'est présentée comme une nouvelle théorisation de l'économie sociale, donc *contre* les structures existantes d'économie sociale. Force est de constater, à défaut de le déduire, que l'économie solidaire n'a permis aucune extension de réseaux, y compris ceux qui étaient revendiqués, comme les entreprises d'insertion, les crèches parentales ou les régies de quartiers. La polémique intellectuelle sur fond de compétition a supplanté le pragmatisme coopératif.

(suite page 2)

Alters Echos 



(suite de la page 1)

A-t-on tiré les conclusions de ce mal français ?

Non, pas du tout. On a renouvelé cette pratique au moins trois fois entre 2014 et 2015 parce qu'on se trompe constamment d'ennemis.

Une première fois, avec la loi ESS de 2014 dans sa philosophie générale. Le statut juridique est une condition nécessaire de ce mouvement car la propriété collective est ce qui distingue l'engagement des associés d'une simple rhétorique de marketing. Il confère trois caractéristiques à ces entreprises : une prise de décision qui est indépendante du nombre de parts détenus (une personne=une voix), une capacité de la structure à être de plus en plus autonome vis-à-vis des pouvoirs publics (ce qui explique les réserves impartageables) et des personnes qui ne sont pas divisées par leur fonctions mais qui sont à la fois, dans la coopérative de production, des travailleurs et des apporteurs de capital (la double qualité). Tout ce mouvement participe d'une émancipation des classes populaires sans laquelle ni la doctrine de Charles Gide, ni les intentions de Philippe Buchez ne trouvent de sens. Ce statut juridique coopératif est essentiel dans la philosophie même de ce mouvement. Il est le cœur vers lequel conduisent les autres familles : l'association 1901 est une « sociation » de personnes qui constituent souvent des collectifs. Lorsque ces collectifs atteignent une certaine taille et qu'ils ont une activité économique consistante, on devrait faciliter leurs passages en coopératives parce qu'elles engagent davantage leurs membres. La mutuelle est une coopérative « singulière » (parce qu'elle se caractérise par l'existence de provisions techniques), ressemblant d'assez près à une coopérative de consommation où l'usager est aussi le porteur de parts sociales. Donc, la loi aurait dû partir de cette idée en aidant les associations et les mutuelles à abandonner cette singularité française et chercher les outils qui favorisent leur transition vers le statut coopératif. Nous aurions gagné en clarté d'expression et en précision d'objectifs. Au lieu de cela, la loi ESS a fait entrer le loup dans la bergerie, c'est-à-dire que les sociétés commerciales sont entrées dans ce domaine d'activité qu'il est convenu d'appeler l'« économie sociale et solidaire » (ESS), catégorie vide de signification, sous des conditions encore plus lâches que celles des statuts juridiques. Au lieu de présenter la coopérative comme une alternative politique, dont il faudrait à présent reconsidérer le projet et les frontières

tant ils ont été dévoyés, la loi a cherché les conditions pour que la coopérative devienne plus compétitive sur le marché mondial.

Une deuxième fois avec les Pôles Territoriaux de Coopération Économiques (PTCE) de la même loi. Les pôles de compétitivité, créés à l'initiative de Christian Blanc, visaient à spécialiser territorialement la France, singeant les clusters italiens ou espagnols : ici, la capitale aéronautique, là, la nanotechnologie, ailleurs la transaction électronique. Plus de 70 pôles étaient ainsi labellisés en France. Les PTCE sont, pour les sociétés de personnes, l'image des pôles de compétitivité, pour les sociétés de capitaux. Les PTCE sont des effets d'aubaine, quand ils ne sont pas des manipulations politiques, qui ne ressemblent pas à des agglomérations d'activités d'économie coopérative.

rémunérations versés, du nombre de sociétaires dans une coopérative, du territoire d'implantation, du travail collectif, etc.

Une troisième fois, en 2015, avec la loi ALUR sur les coopératives d'habitants. En singeant les coopératives de production, on a créé un statut juridique où les parts sociales ont une valeur quasiment fixe dans le temps, de sorte que celui qui vendra son appartement dans dix ans le fera presque à son prix d'achat. L'accession à la propriété collective des populations vulnérables est sacrifiée sur l'autel du mythe anti-spéculatif, comme si la coopérative pouvait, par magie, permettre de lutter contre la spéculation à l'échelle de la ville. De la même manière, la mixité, composition essentielle de réussite des projets d'habitat coopératif, semble artificiellement liée à la location, le comble de

on se trompe souvent d'ennemi. Pourquoi ? Parce que le rapport à la loi est en réalité un rapport à l'État. On dit souvent que la faiblesse de l'État espagnol et italien a été confirmée historiquement par la présence du pouvoir franquiste et mussolinien et la force de l'État français par une grande tradition colbertiste, napoléonienne et gaulliste. Mais on oublie d'ajouter que l'arrivée de fascistes à la tête de l'État, symbole de sa fragilité, est aussi concomitante de la puissance des mouvements anarcho-syndicalistes (pour l'Espagne) et à une tradition de pensées libertaires ou tout au moins de réflexions approfondies sur l'État (pour l'Italie, Errico Malatesta, Amadeo Bordiga, Antonio Gramsci, etc.). Qu'inversement, la France est marquée par une faiblesse majeure de pensées critiques sur l'État et qu'on ne saurait trop épiloguer sur la posture des intellectuels français pendant l'oc-

upérateurs basques en 1958, sont rejetés de la sécurité sociale espagnole au prétexte qu'ils ne sont ni patrons ni ouvriers, on aurait pu s'attendre à une inflexion progressive du statut d'associé vers le salariat. Un peu à la manière dont Léon Blum a écarté les revendications coopératives lorsqu'il est arrivé au pouvoir ! Au contraire, les coopérateurs basques ont maintenu leur statut de socios en créant une sécurité sociale autonome, propre aux coopératives, Lagun Aro. Cette leçon est essentielle : répétons-le, le modèle générique espagnol de coopérative de production ne repose pas sur le salariat comme en France mais renoue avec l'associationnisme ouvrier des années 1830.

Cette question névralgique éviterait la dénonciation naïve des économistes hétérodoxes français qui reprochent aux orthodoxes de considérer le travail comme un coût. Mais bien sûr que, pour un capitaliste, le travail est un coût, au même titre que l'achat de matières premières ou l'usage de machines ! Rien ne change avec la qualité de produit, de main d'œuvre qualifiée ou de procédés écologiques qui sont source de nouvelles profitabilités... Le coût du travail est bien une charge d'exploitation. Mais pour un coopérateur espagnol, le travail est naturellement une ressource, ce que témoigne son inscription comptable en solde du compte de résultat. On comprend que lors de la crise de 2007-2008, les coopératives espagnoles aient réduit toutes les composantes des coûts de production (compression des stocks, allongement des crédits, modification des cycles de production, automatisation), sans toucher à la ressource en travail puisqu'elle n'est plus une variable d'ajustement. En bénéficiant de réserves impartageables, les coopératives ont pourtant mieux résisté aux aléas extérieurs.

Dès lors que le pouvoir est contrôlé, voire partagé par un changement de propriété, on n'a nullement besoin d'en modifier constamment son exercice parce qu'il n'est pas l'objet d'une convoitise agressive mais d'une obligation morale. La loi n'est alors plus une ruse de l'État qu'on réduit à un petit espace de régulation, elle est une règle qu'on s'impose à nous-même. La coopérative fait de la loi un outil de sa survie, un code de bienveillance et une création du lien social. En tuant l'Autorité, on ne crée pas le désordre. On se donne des règles qui signifient notre appartenance à une même communauté de destin que l'on ne peut transgresser qu'au risque de détruire le lien social qui la constitue.



L'épellation du mot « coopération » lors d'une réunion de coopérative de travailleurs et de fermiers

Outre que les clusters ne doivent pas souvent leur émergence à une politique publique, les agglomérations d'économie coopérative, en Espagne et en Italie, non seulement ne viennent pas non plus de l'État, mais surtout ne sont pas spécialisées. Elles sont, au contraire, polyvalentes et complémentaires et toujours l'expression d'une forme d'autonomisation politique des territoires. Mondragon (Pays basque) et Trente (Italie) qui fabriquent des machines outils et pratiquent l'élevage de moutons, travaillent la forge et le bois de forêt, pratiquent la banque et produisent de l'énergie solaire sous la forme coopérative, ne se réduisent pas à des questions de gouvernance. Ce n'est pas parce qu'il emploie plus de 45 000 coopérateurs autour de 130 coopératives que le complexe coopératif de Mondragon se réduit à une question d'économistes. Il pose des questions de société. Lesquelles ? Celles d'une théorie des limites de la taille des coopératives, des écarts de

l'ignorance puisque la coopérative est un droit de propriété... Enfin, malgré la volonté affichée de sécuriser les démarches d'autopromotion, les propositions de la loi ALUR restent en la matière, peu innovantes. L'habitat groupé, avec ses qualités que sont la mixité des populations, le principe démocratique, les espaces partagés, les prix abordables et la propriété collective, pouvait se réaliser avec le statut d'une Société Civile Immobilière par Attribution (SCIA) ou bien une Association Syndicale Libre (ASL). Ses qualités dépassent de loin le critère de l'anti-spéculation du foncier, non pas que ce ne soit pas un problème, comme le sot qui imagine que la spéculation immobilière est un ascenseur social, mais que sa résolution dépasse de très loin la question des coopératives de logement.

Quelles conclusions en tirer ?

La première conclusion a déjà été évoquée : en France (ailleurs aussi, mais je force volontairement le trait),

cupation. Aux vertiges des extrêmes (« la démocratie est l'énigme résolue de toutes les constitutions » selon K. Marx, ce qui signifie que la démocratie ne peut advenir que contre l'État) s'oppose la médiocrité des moyennes. Par ailleurs, l'échec des uns à un moment donné peut s'avérer une chance à un autre temps de l'histoire, de même que la force des autres pendant l'épisode des trente glorieuses peut témoigner aujourd'hui d'une grande défaillance. Par exemple, actuellement, la fragilité de l'État italien autorise la société civile à une plus grande liberté. Ainsi, lorsque la Banca Etica Popolare découpe le territoire italien sans tenir compte des découpages administratifs mais en fonction de la plus grande proximité géographique des épargnants, des lieux d'investissement de leur épargne, elle réalise quelque-chose d'inimaginable en France. Cette insouciance apparente vis à vis du cadre de l'État crée de nouvelles énergies de la société civile. De la même manière, lorsque les coo-

« Acteurs d'utopies »... On aurait pu aussi vous parler d'eux...

• **Villa El Salvador**, ville autogérée dans la banlieue de Lima au Pérou.

En 1971, 80 familles - habitants mal logés, paysans, sans domiciles - envahissent des terrains non occupés, désertiques, appartenant à des propriétaires privés des alentours de Lima.

45 ans plus tard, quelques chiffres du travail réalisé : éclairage public, installation de l'eau et d'un réseau d'égouts, plantation d'un demi-million d'arbres, construction de 26 écoles, de 150 garderies, de 400 cuisines collectives. Formation d'assistants médicaux. La zone industrielle créée en

1988 offre 3000 emplois (alimentation, confection, chaussure, construction métallique)

• **Tizi n'Oucheg au Maroc.**

Il y a 20 ans le village est peu à peu abandonné, sans électricité, eau courante, école, ni revenus. Rachid veut y vivre avec sa femme. Il s'installe comme guide et parvient à intéresser au développement de son village les touristes. Des activités génératrices de revenus sont développées notamment au profit des femmes. Tout part de là. L'amélioration des conditions

de vie passe par développement de l'autonomie du village. Aujourd'hui l'électricité éclaire chaque maison, le village est approvisionné en eau courante. Un système de récupération des eaux usées a été conçu, lequel, après un processus naturel de décanation et de filtrage, permet d'arroser les cultures et d'étendre les surfaces agricoles.

Dans ces villages enclavés où l'autonomie est une obligation, le système de solidarité et d'entraide est instauré. L'assemblée du village peut mobiliser le temps de travail de chacun pour

construire une route carrossable (celle qui relie le village à la route principale a nécessité trois années de travail).

Prochain projet du village : la mise en place du tri sélectif Et cela donne des idées à d'autres villages...

• **« République de village » du Karnataka, en Inde**

Dans l'État du Karnataka, le KRRS, syndicat paysan né en 1980, à l'initiative de cinq personnes dès 1965, prône un changement total de la société à tous les niveaux. Il défend la « République de villages », concept cher à Gandhi, une forme sociale, politique et économique d'organisation basée

sur la démocratie directe, l'autonomie économique et politique, sur l'auto-suffisance, la participation de tous les membres de la communauté dans la prise de décision sur les affaires communes. Chaque village produit sa propre nourriture, dispose de ses propres artisans, de ses propres banquiers, de ses propres enseignants... On estime à environ douze millions les membres de ce mouvement. Impressionnant, quand on sait que l'État du Karnataka, qui est leur berceau, compte un total de soixante millions d'habitants.



De la communauté au Village



Un lieu improbable. Face aux Pyrénées, toile de fond permanente, la dent du pic d'Ossau comme horizon. De l'autre côté du village, des toulousains filent vers l'océan à 130 à l'heure. Ce village, ils ne le voient pas. Pourtant, s'ils prêtaient attention, ils verraient, parallèle à l'autoroute, parallèle à la chaîne des Pyrénées, cette fresque composée d'une humanité fragile mais en route, vers un meilleur, leur quotidien, leur vie, le monde. Décidés et joyeux, colorés et vivants.

Comment pourraient-ils imaginer, à bord de leurs bolides, que derrière cette fresque d'acier et de couleurs, déroulée à cinq mètres de haut, se construit l'utopie ? Sauf qu'elle se déploie, là sous leurs yeux, dès aujourd'hui. Comme s'il n'y avait plus de temps à perdre et que demain doive se décliner au présent, donnant raison à Victor Hugo pour qui « les utopies d'aujourd'hui sont les réalités de demain ».

Ce lieu, c'est le village Emmaüs de Lescar-Pau. Ne dites surtout pas communauté d'Emmaüs mais bien village. Germain, la cheville ouvrière de ce lieu y tient tout particulièrement et l'explique avec brio. Derrière le terme de communauté transpire l'image du repli sur soi, sur son groupe, son appartenance alors qu'un village est une fenêtre ouverte vers les autres, vers l'ailleurs, vers les différences. Et le rôle d'Emmaüs Lescar-Pau est d'être un espace ouvert vers le monde, un lieu où l'on se restaure mais un lieu de liberté. Libre de rester, libre de repartir, un lieu d'accueil, où l'on retrouve sa raison de vivre, d'exister, de retrouver sa dignité. L'accès à la culture, au bien vivre, au bien manger, au bien loger, au travail n'est plus un monde inaccessible aux plus pauvres mais le centre de vie de ce village, sa raison d'être.

Germain l'affirme bien fort : « Notre combat politique est de lutter et de dénoncer toutes les causes de la misère

et de l'injustice ». Germain, la barbe fière, sandales au pied. Et, entre les deux, « athée, oh grâce à Dieu » dit-il dans un éclat de rire. Germain, cheville ouvrière, on ne peut pas mieux le décrire. La soixantaine, baroudeur de la vie. Enfant, ayant appris l'humanité auprès de ses parents, ajusteur à l'usine et féru de « Radioscopie » de Jacques Chancel. Le voilà en 1974 écouter l'abbé Pierre dans un camp de jeunes. Sa vie bascule. Démission de son boulot, découverte du monde, l'Inde et Gandhi, le tour de France des communautés d'Emmaüs, ATD Quart Monde et le retour sur ses terres, Pau et le Béarn.

Et nous voilà en 1982, la première communauté se crée dans une usine désaffectée. 1987, une opportunité, des montagnes de tracasseries à abattre mais Lescar-Pau démarre.

Une priorité, avant même de se nourrir de ou travailler, est de retrouver un chez soi. D'emblée, un bâtiment est construit avec des chambres pour les compagnons. Puis, pour permettre l'autonomie, le respect de la vie personnelle, des mobil-homes sont installés, et peu après des chalets venus de Pologne. La dynamique est en route. Pourquoi ne pas construire de véritables maisons, à la fois économes en énergie et tremplins pour la dignité de ses habitants ? Foin des autorisations, des permis, des retenues administratives.

L'alternative est en marche. « Mistral », « Perchée », « Bourrasque », « Château de cartes », « Bouteille », ce ne sont pas des chevaux de courses sur l'hippodrome de Maisons-Laffitte mais les maisons du village, conçues avec leurs futurs habitants, construites avec eux et qui font de ce lieu un village. Cette dynamique est une telle réussite que Frans Van der Werf, architecte reconnu de l'éco-construction, y est venu constater la dynamique engagée.

Revenons sur les fondamentaux d'Emmaüs, la récupération des rejets de notre société. La logique consumériste, capitaliste, traite comme rebut tout ce que nous n'utilisons plus.

Ici, à Lescar-Pau, rien ne se jette à l'incinérateur local. Tout doit être réintégré dans la logique des échanges. Ainsi, les livres lus ont une autre vie, revendus aux prochains lecteurs, ou retransformés si trop dégradés. Une entreprise locale transforme les pages

trop usées, déconstruites en ouate de cellulose. Le village d'Emmaüs est payé en retour avec de l'isolant pour les maisons qu'il construit. Economie circulaire de fait, sans besoin d'idéologues. Le sens de la réalité, l'un des moteurs de Lescar-Pau.

Du livre au logement, une dynamique s'instaure, défi aux adeptes de la croissance à tout prix, espèce florissante dans le monde économique et politique.

Vous nous direz peut-être que le logement ne fait pas vivre. Se loger, certes mais se nourrir et travailler aussi.



photos : Philippe Samson

C'est aussi le souci à Lescar-Pau.

Au village, la « mal-nourriture » est prohibée. Parce que l'on refuse cette évidence qui ferait qu'un pauvre doive mal manger. Retrouver sa dignité, c'est aussi manger autrement, avec de vrais repas et si bio c'est encore mieux.

A Lescar-Pau, des terres sont consacrées à une agriculture bio et de proximité. Autour des premiers champs achetés en 1987, peu à peu, des lopins, d'autres terrains sont achetés. Une ferme s'y est développée, privilégiant l'agro-écologie, refusant l'utilisation de pesticides ou d'autres intrants. Potagers, vergers, champs de blé ou de maïs bio, volailles, lapins, porcs, moutons, bovidés, une ferme, dans le sens premier du mot, s'est construite (5,5 ha sur les 11,5 ha couvrant le village). Pas de monoculture mais une « globalité paysanne ». Des partenaires sont venus y participer, la Confédération Paysanne, mais aussi les Semences Paysannes qui ont un local sur le village. C'est de là que provient l'essentiel des ressources alimentaires du village. Les surplus sont vendus à l'épicerie, permettant l'achat d'autres aliments, au plus proche et bio si possible.

Comme un symbole, au milieu de la ferme, ouverte à toutes et tous, accessible aux enfants et à leurs classes, un espace est consacré aux abeilles. Au milieu de tableaux explicatifs, il y a une ruche transparente qui montre le travail des abeilles. Quarante ruches sont installées sur la ferme, avec l'objectif d'en installer 150 ! Le symbole est fort. On y parle du risque de voir disparaître les abeilles. Mais c'est aussi la pollinisation de Lescar-Pau, parmi ses membres, mais aussi au-delà dans le monde que l'on peut reconnaître.

Les échanges internationaux, les chantiers solidaires en sont la démonstration.

- Village Emmaüs Pau-Lescar
- 11,5 hectares
- Une « utopie » née il y a 35 ans
- 130 à 150 compagnons
- Une quinzaine d'emplois



Parce que le village a tissé des liens vers le monde, celui de l'Amérique latine, la Bolivie, par exemple, mais aussi l'Espagne avec Marinaleda, la Palestine avec... le village d'Emmaüs.

Ce sont aussi les chantiers solidaires qui chaque année permettent à des jeunes de venir voir et comprendre demain. Ils peuvent ainsi s'engager dans un mode solidaire. Ils viennent de partout, de France, d'Espagne, de

des habitants quelles que soient leur nationalité ou leur ancienneté dans le village. Le conseil qui est élu pour un an, désigne en son sein le maire et se réunit devant les habitants en assemblée plénière autant de fois que cela est nécessaire. Il faut préciser que le taux de participation est de 100 % !

Au village, il faudrait aussi parler de l'épicerie, du bar ou du restaurant ouvert cette année pour les visiteurs. Il faudrait parler de la boulangerie, de son four à bois, de la conserverie et de tous les projets à venir.

Mais tout cela ne serait pas possible sans l'énorme travail fourni par ces 150 personnes, dont une quinzaine de salariés. Les ressources du village proviennent essentiellement de la déchetterie, des collectes et du gigantesque bric à brac ; 6 000m² 800 000 visiteurs, 3,4 millions d'euros de chiffre d'affaire ! 17 secteurs d'activité, des ateliers de réparation, de conception, de création, aussi bien en menuiserie, en textile, en informatique, en électricité qu'en ferraille. Chacun y a sa tâche et s'y attèle, conscient du chemin parcouru et de l'espoir soulevé.

Lors de la visite d'un atelier de menuiserie, un compagnon nous a arrêté pour nous montrer son travail de restauration d'un secrétaire. Il nous a expliqué à quel point il était fier de faire revivre ce meuble, conçu, travaillé, ciselé par d'autres que lui. Son travail redonnait certes vie à ce meuble, mais bien plus à toute la communauté des artisans qui l'avait précédé. Tout est dit ainsi sur la dignité et la fierté retrouvées. Cet homme, avec ses burins et ses ciseaux, rejoignait Confucius qui affirmait « que le bonheur ne se trouve pas au sommet de la montagne mais dans la façon de la gravir. »

Moment de bonheur, de vérité, face aux Pyrénées !

Germain admire l'abbé Pierre et le Mahatma Gandhi. Tous deux semblent répondre au village global :

« La misère n'est pas une fatalité, elle vient de notre incapacité à penser le partage » dit l'abbé Pierre

« Vous devez être le changement que vous voulez voir dans ce monde » répond Mahatma Gandhi.

Ou l'inverse.

FRANÇOIS SIMON

(1) « Association culturelle et concertée »... Fort d'une histoire marquée par des actions emblématiques dans les quartiers populaires de Toulouse, par une volonté politique et musicale, et par un engagement résolu mais toujours joyeux, le Tactikollectif est un acteur citoyen toulousain depuis de nombreuses années



Germain, la cheville ouvrière



Songhaï, une dignité retrouvée

- ONG Songhaï
- 22 hectares
- Une « utopie » née il y a 32 ans
- Une centaine d'emplois

projet se met en place, de façon pragmatique, et de fait en opposition au système libéral dominant.

Les documents de Songhaï l'expliquent parfaitement : « *l'avenir de l'Afrique réside dans ses terres, son climat et dans le travail agricole si mal apprécié aujourd'hui sur le continent. A Songhaï, nous voulons redonner une noblesse au travail agricole qui permette aux plus jeunes de choisir, et non pas de subir, ce métier au service de la production de richesses pour leurs familles, pour leur pays et pour leur continent, au moyen de la formation. Une formation fonctionnelle basée sur le savoir, le savoir-faire, le savoir-être.* »

2016, qu'est devenu cet hectare ?

« *La meilleure manière de combattre la pauvreté, c'est de rendre les pauvres producteurs.* » Ce fut l'une des convictions de Godfrey.

Le premier hectare est devenu 17, bientôt 22. Une fois débroussaillé ce terrain aux bordures de la grande route, l'aventure a commencé.

L'une des idées force était de ne pas être dépendant de la technologie et de l'agro-industrie sinon le projet serait perdant. Ce serait se remettre dans les mains du pouvoir des industries occidentales.

Au début des années 1960, plusieurs « colonies françaises d'Afrique » obtinrent leur indépendance. Ce fut une période complexe. Il leur fallut reconstruire leur pays, tant sur le plan économique que démocratique, alors que les institutions coloniales avaient non seulement empêché aux Africains de prendre en main leur destinée, mais restaient l'ossature de ces pays. Bien pire, les pays occidentaux avaient certes accordé l'indépendance mais ils comptaient bien conserver le pouvoir sur ces pays par des accords économiques qui les inféodaient.

« *Les colons ne venaient pas pour développer le continent mais pour amasser ses trésors. Ils ne venaient pas pour que les habitants se prennent en charge, mais pour les embarquer et en faire ce qu'ils voulaient. Pour justifier leur comportement, ils ont échauffé des théories racistes selon lesquelles les autochtones étaient des sous-humains. Et ils ont établi une économie et une société extractives.* » Godfrey Nzajumo résume ainsi l'arrivée des occidentaux en Afrique : esclavagisme, extractivisme et



photos : Songhaï

exploitation.

Aussi, les premières années des indépendances africaines furent erratiques et les démocraties eurent bien du mal à s'installer, entre querelles d'égos, économies jusque-là structurées en faveur des pays colons et puissance des militaires. Dans les médias occidentaux, l'image colportée de l'Afrique était celle d'un continent livré aux militaires et aux dictateurs fantoches, condamné à la famine et à la misère, incapable de se saisir de son avenir.

« *Si un chef d'Etat commençait à déranger, ils le renversaient et installaient des fantoches, même après l'indépendance* » résume Godfrey.

Malgré ce cheminement caillouteux, des personnalités s'interrogeaient : « *comment redonner à l'Afrique, sa dignité, trop longtemps bafouée ?* »

Ce sont les propos de Godfrey Nzamujo, prêtre dominicain né au Nigéria, étudiant en Californie, de nationalité américaine et de retour en Afrique, au Bénin, en 1985. A cette époque, le président du Bénin, Mathieu Kérékou, militaire au pouvoir à la suite d'un coup d'état, africain se référant au marxisme-léninisme face au bloc occidental, perçoit la dynamique proposée par ce prêtre dominicain.

Rencontre autour de l'africanisme entre un militaire socialiste et un prêtre dominicain. Le pragmatisme, le besoin d'un développement africain libéré des contraintes coloniales permettent l'émergence d'un projet d'émancipation de l'époque coloniale, d'un monde inféodé au capitalisme occidental.

« *Une équation économique et sociale lui a été imposée et ne lui convenait pas* » selon Godfrey, parlant de l'Afrique.

1985. Mathieu Kérékou accorde un terrain d'un hectare, à Ouando, marché de Porto Novo, capitale politique du Bénin. Cet hectare, marécageux, sera le socle de l'épopée de Songhaï. Car Godfrey accepte ce challenge et donne à ce projet le nom de Songhaï, le nom d'un empire africain du XV^{ème} siècle, un empire autochtone africain qui regroupait le Mali, le Niger, le Togo, le Bénin et une partie du Nigéria actuel. Tout cela relative les frontières issues du colonialisme !

Tous les deux se retrouvent dans le refus de cette imaginaire où « *l'Afrique est toujours le dernier de la classe, le petit pauvre qu'il faut traiter avec compassion dans le meilleur des cas, avec dédain le plus souvent quand on se croit dans le camp des gagnants. Songhaï existe pour renverser l'ordre du monde qui semble établi.* »

La clef de Songhaï, c'est la dimension agricole de l'Afrique du Sud-Ouest. Les terres sont là, le soleil, l'humidité le climat, l'autonomie alimentaire, le retour sur les terres... Un autre

Aussi, comme rien ne perd et tout se transforme, fut mis en pratique le fait que « *dans la nature, il n'y a pas de perte, le végétal nourrit l'animal qui nourrit le végétal.* » Ce que, aujourd'hui, l'on considère comme un concept novateur, l'économie circulaire, Songhaï le mit pratiquement en place il y a trente ans.

L'exploitation est de fait « bio », sans prise de conscience ou de théorie, mais parce que c'est la seule solution pour développer une agriculture auto-vivrière et pérenne. Pas besoin d'acheter des intrants, engrais ou pesticides, pas besoin de la techno-industrie des OGM. L'exploitation est de fait « bio » et globale, agriculture, élevage et pisciculture. Car tout se nourrit de tout.

En voici quelques exemples.

Élever des volailles est une constante en Afrique. La notoriété du poulet-bicyclette le démontre. Ici, à Songhaï, les poulaillers sont sur pilotis afin que les déjections soient utilisées comme compost ou réintroduites dans la méthanisation. Parce qu'il existe un circuit de méthanisation à Songhaï. Celui-ci récupère les déchets végétaux comme la jacinthe d'eau, les autres déchets végétaux mais aussi les déchets animaliers, déjections principalement. Tout cela permet le fonctionnement d'un groupe de méthanisation qui produit de l'énergie pour Songhaï.

Le circuit de l'eau est essentiel. Il existe sur le site de Songhaï une source, richesse incomparable. Pour autant, l'eau, bien commun indispensable, ne peut être gaspillée. Un circuit interne a été construit. Ainsi les eaux usées sont recyclées par

épuration à travers des bassins couverts de jacinthes d'eau, jacinthes qui finiront dans les bacs de méthanisation. Cette eau, décantée, purifiée, est reversée dans des bassins où sont élevés les poissons comme les tilapias, ou depuis peu des carpes.

De même, il existe un circuit de méthanisation qui transforme tous les déchets en énergie pour la ferme. Parce qu'ici l'on a compris, bien avant nous, que la maîtrise de l'énergie est le cœur de l'avenir de nos sociétés.

Produire, transformer, commercialiser, c'est le cycle vertueux de Songhaï. Cela fonctionne en interne. Cela fonctionne aussi vers l'extérieur. Songhaï récupère les déchets plastiques sur Cotonou ou Porto-Novo, et a développé une usine qui les retransforme en plastique pour embouteiller ses jus de fruits ou créer des meubles avec le résidu.

Les déchets de métaux, récupérés, servent sur place à la fabrication de machines-outils.

S'il fallait encore en montrer la pertinence, la récolte de riz, il y a trente ans était d'une tonne par hectare par an. Elle est aujourd'hui de six tonnes par hectare trois fois par an.

C'est aussi parce qu'à Songhaï, l'on n'hésite pas à tester. Le BRF (bois raméal fragmenté) consiste à déposer sur le sol les résidus du bois broyé, permettant de maintenir humidité et humus. Les controverses agitent encore aujourd'hui la sphère scientifique française. Ici, à Songhaï, ils l'ont mis en place et en retirent dès aujourd'hui les bénéfices.

Mettre en valeur toute cette dynamique a inclus l'ouverture d'un magasin vendant ces produits, un restaurant sur place, une hôtellerie prisée localement

Mais tout cela n'aurait de sens que si ce modèle ne perdurait au-delà.

A Songhaï, cette volonté existe. Elle est même l'un des axes majeurs. D'emblée, est constituée une formation pour les paysans du Bénin. Aujourd'hui, chaque année 400 jeunes sont formés à cette agriculture auto-vivrière, afin qu'ils retournent sur le pays essaimer. Les plus pauvres ont droit à un crédit d'installation pour leur permettre de développer leur ferme.

Une unité de formation de cadres agricoles a été initiée en 2015, attirant des étudiantes et étudiants de toute l'Afrique.

C'est ainsi que la fascination des grandes métropoles, en particulier en Afrique, est combattue. L'abandon des terres, la chimère de la richesse des villes, ce miroir aux alouettes, ne fait qu'aggraver la misère dans ces villes et détruire le canevas des territoires. Permettre le retour au pays est une œuvre essentielle.

Ce sont aujourd'hui 400 personnes qui travaillent sur le site de Porto-Novo, fiers de leur trajectoire.

Mais Songhaï a fait des émules. Au Bénin certes, mais aussi dans toute l'Afrique de l'Ouest, au Nigéria, au Libéria, en Sierra Leone, au Congo mais aussi bientôt en Haïti. Les responsables de l'ONU sont venus. Le PNUD, (Programme des Nations Unies pour le Développement) l'ont promu Centre d'excellence. Ce sont aujourd'hui 17 fermes Songhaï dans le monde.

En 1985, Songhaï était une utopie naissante. Trente-deux ans plus tard, elle est devenue modèle.

Laissons conclure Godfrey qui a écrit un livre : « *Quand l'Afrique se relève.* »

Il se demandait pourquoi l'Afrique, un continent aussi riche était tellement pauvre. Son travail est la réponse. Fait-il de la politique ? Il répond lui-même : « *Nous sommes un espace politique au sens noble du mot : créer le bien commun. Songhaï est un laboratoire qui, parce qu'il fonctionne, gêne le modèle extractif. Nous montrons la voie : un projet de nouvelle société africaine, un cadre concret autorisant l'homme à produire lui-même suffisamment de richesse pour subvenir à ses besoins.* » Cela ne s'appelle-t-il pas renverser l'ordre du monde établi ?



FRANÇOIS SIMON



ASSOCIATION DE SAUVEGARDE DE L'OASIS DE CHENINI ASOC

Présentation de l'oasis de Chenini

L'oasis de Chenini est située à 400 km au sud-est de la Tunisie. L'oasis de Chenini est l'une des rares oasis littorales dans le monde par opposition à l'oasis continentale et de montagne. Elle couvre 252 hectares de palmiers dattiers. On y pratique aussi des cultures d'arbres fruitiers notamment le grenadier, des cultures maraichères et fourragères, le henné, etc. Ce petit coin de paradis est un patrimoine à valoriser et à sauvegarder.

Problématique Générale

- Un facteur important parmi d'autres : n 1973 l'implantation d'une zone industrielle à proximité de l'oasis
- Le débit en 1965 est de 530 l/s (eau de source gratuite) mais depuis les années 90 il est de 130 l/s. Totalemment pompée l'eau est donc payante!!
- La désertification : la salinité, l'abandon...
- Les changements climatiques: des années sèches, des orages violents et une périodicité irrégulière
- Régression, rôle du palmier dattier et manque de rajeunissement – semences – biodiversité – etc.
- Construction anarchique au dépens des terres agricoles : la loi l'interdit mais quant à son application...!
- Rentabilité en baisse: taille de la parcelle, diversité, innovation, coût de la main d'œuvre, etc.
- Émiettement de la propriété (héritage). Superficie moyenne/paysan: 0,14 ha. Un seul paysan a une superficie d'1 hectare

Création de l'ASOC

L'ASOC est une ONG tunisienne locale de développement durable à but non lucratif. Elle a été créée en 1995 (Visa n° 230 du 6 mai 1995 paru dans le Journal Officiel de la République Tunisienne JORT sous le n° 104 du 13 octobre 1995).

L'ASOC rassemble un groupe d'agriculteurs de l'oasis de Chenini et des fils d'agriculteurs travaillant dans des secteurs variés du développement régional et sont très attachés à leur oasis, joyau des oasis de Gabès. Conscients de la dégradation de leur écosystème, ils manifestent continuellement leur volonté de préserver l'oasis et de limiter l'effet des dommages qu'elle a subi depuis plusieurs années. Par ailleurs, l'ASOC est membre fondateur du Réseau des Associations de Développement Durable des Oasis (RADD) dont elle est le point focal en Tunisie. L'ASOC est membre du réseau des acteurs Méditerranéens du Développement local de la solidarité internationale et du tourisme solidaire (AREMDT) et dont l'objectif est de développer et promouvoir des activités et projets de tourisme responsable et solidaire comme un moyen de développement local et équilibré des territoires d'accueil. Depuis 2007, ces acteurs se rejoignent au sein du réseau AREMDT et autour d'une Charte de principes et de valeurs communes. Ces différentes rencontres ont eu lieu sur différents territoires de la rive Nord et Sud de la Méditerranée.



Objectifs généraux:

- Réaliser et soutenir toute action de développement durable visant à la réhabilitation de l'oasis et à la sauvegarde de ses ressources.
- Initier la population locale à prendre en mains son propre développement.
- Échange et extrapolation de l'expérience à d'autres oasis et lieux dans le monde.



Produits de l'ASOC

Depuis sa création en 1995, l'ASOC a réalisé plusieurs actions et projets de développement durable qui s'intéressent à plusieurs aspects et problèmes de l'oasis tel que le recyclage des déchets de palmier dattier (création d'une station de compostage produisant 5 tonnes de compost/semaine), le développement d'une agriculture écologique et biologique (45 parcelles sont certifiées bio), la promotion du rôle de la femme oasisienne dans le développement durable (projet d'élevage d'ovins, apiculture, artisanat), la gestion durable des ressources naturelles (formation, gestion de l'eau d'irrigation, fertilité des sols...), la biodiversité (création d'un jardin de la biodiversité, projet de gestion durable des semences locales), l'organisation et la participation à des rencontres, la sensibilisation.

• Le jardin de la biodiversité

Objectif du projet:

- Sauvegarde de la biodiversité de l'oasis et implication de la population dans la régénération des espèces et variétés menacés.

Actions réalisées:

- Création d'un jardin de la biodiversité
- Inventaire de la biodiversité
- Valorisation du savoir-faire local
- Sensibilisation et information dynamique du projet
- Le jardin de la biodiversité (0,450 ha) est constitué des composants suivants:
- Aire de collection variétale (43 variétés d'arbres et 18 variétés de palmiers)
- Aire de compostage
- Aire de mini-pépinière
- Habitat traditionnel
- Aire de sensibilisation des enfants

• Projet de gestion durable des ressources naturelles de l'oasis (création d'une station de compostage, certification de producteurs de grenades en Agriculture Biologique...)

Objectifs :

- Valorisation des produits locaux de l'oasis
- Sensibilisation et formation dans le domaine du recyclage des déchets végétaux et de l'élevage ovin
- Amélioration de la qualité de sol à l'oasis de Chenini
- Renforcement des capacités de la population.
- Toujours en production, la station de compostage est devenue une station pilote dans toute la Tunisie. Chaque année cette station reçoit des dizaines de voyages d'études et d'échanges, des stagiaires, et parfois des thésards et des projets de fin d'études.

• Projet de gestion durable des semences locales

Oasis de Chenini

- Association De Sauvegarde De L'Oasis De Chenini Gabes
- 252 hectares
- Une « utopie » née il y a 22 ans
- 15 000 habitants

via son implication au sein du RADD

Objectifs :

- Encourager la production de semences locales
- Sauvegarder le patrimoine génétique
- Promouvoir l'agriculture biologique
- Etre indépendant du marché des semences
- Démarches auprès de la banque nationale des gènes
- Former sur la production de semences, mise en valeur du savoir-faire oasisien

• Projet de réhabilitation de Ras El Oued de l'oasis de Chenini (lutte contre la désertification, sauvegarde de la biodiversité...)

Objectif principal du projet :

- Limiter les effets du changement climatique dans l'oasis de Chenini et la préserver en tant que patrimoine naturel, économique et social.

Objectifs spécifiques :

- Réalisation d'aménagements de conservation et de gestion des eaux et du sol et amélioration environnementale.
- Lutte contre la désertification et restauration de la biodiversité.

- Développement de l'agriculture biologique et valorisation des produits locaux.
- Création d'une dynamique de sensibilisation, d'échange et de capitalisation du projet

Activités du projet :

- Aménagement du bassin versant et construction d'ouvrages de recharge de la nappe et d'épandage.
- Réhabilitation de l'ancien circuit d'irrigation.
- Réhabilitation des parcelles abandonnées de l'oasis.
- Plantations fruitières, sylvo-pastorales, médicinales et aromatiques.
- Conversion des exploitations à l'agriculture biologique.
- Formation aux techniques de production biologique.
- Sensibilisation et information de la population.
- Capitalisation et échange d'expériences entre oasisiens.

• Projet « Initiative Locale pour l'Environnement » (ILE) 2014/2016

Le projet vise le renforcement, les capacités d'organisation de la société civile méditerranéenne et de leurs membres, en particulier les jeunes, dans le domaine du développement durable et de la démocratie locale.

Actions réalisées :

- Renforcement des capacités des associations membres du projet
- Campus euro-méditerranéen « Parcours de découverte de l'oasis de Chenini »
- Universités d'écocitoyenneté
- Edition d'un guide éco-touristique comme un atout de valorisation de l'espace oasisien
- Balisage et installations de panneaux représentatifs de l'oasis de Chenini

• Autres (formations, organisation d'ateliers et de rencontres, accueil d'étudiants pour des thèses...)

Formation d'un groupe de jeunes chômeurs de la région à des métiers agricoles répondant aux besoins des agriculteurs de l'oasis afin de favoriser par la suite leur intégration dans le milieu professionnel.

Objectifs :

- Renforcement de la résilience économique



des jeunes

- Renforcement des capacités des jeunes dans les métiers agricoles
- Sensibilisation de la population locale sur l'importance des activités agricoles
- Sauvegarde d'un savoir-faire local agricole
- Valorisation de l'écosystème oasisien
- Renforcement d'appartenance à la terre

BILAN ET PERSPECTIVES

- Un partenariat qui évolue et qui se diversifie dans le temps
- Un soutien politique important sous la dictature
- Il y a beaucoup de relations personnelles : confiance, respect
- Acquis : ASOC acteur de développement durable, projets de terrain, etc.
- Rôle de l'ASOC : synergie avec d'autres partenaires (CARI, CCFD, autres...)

COORDONNÉES

NADA BEN AHMED
INGÉNIEUR AGRONOME,
MEMBRE DU COMITÉ ASOC

Appeler le 00216 75 228 407
asoc@planet.tn
<http://www.asoc.tn>



photos :ASOC Chenini

IMPRIMERIE
SCOPIE

Comme l'équipe d'Alters Echos, n'hésitez pas à faire confiance à **SCOPIE**, solidaire de nos luttes et de notre travail.

05.61.59.27.29



« L'UNIVERSITÉ DES VA-NU-PIEDS » : UNE FORMATION D'INGÉNIEUR SOLAIRE POUR GRANDS-MÈRES

AMY QUINN ✍️
UNIVERSITÉ DE ST ANDREWS (ÉCOSSE)



- ONG Barefoot College
- Près de 70 pays concernés
- Une « utopie » née il y a 44 ans
- Des milliers de personnes impactées

Dans une tranquille salle de classe, quarante chaises vides attendent leurs élèves. Un tableau noir, couvert de textes écrits à la craie, est accroché au mur; juste en face, un planisphère flotte dans la brise sèche du désert entrant par une fenêtre ouverte. Le reflet de la lumière du soleil sur le cours d'eau effleure le chambranle de la porte alors que les élèves commencent à prendre place autour d'une longue table sur tréteaux.

Ce n'est pas une salle de classe habituelle. Et ce ne sont pas des élèves de tous les jours.

C'est « l'Université des Va-nu-pieds » (le Barefoot College), une ONG qui vise à former les communautés rurales à devenir autonomes dans une logique durable en créant des Ingénieurs Solaires Ruraux.

L'objectif : retourner chez eux et éclairer leurs propres villages!

Sans énergie renouvelable les populations les plus pauvres doivent piller des ressources limitées pour produire un simple filet de lumière pour leurs familles. De nombreuses nuits, les villages sont laissés dans l'obscurité sans la possibilité de stocker de l'énergie pour les heures d'après le coucher du soleil. Et comme dans la plupart des régions en développement le travail se fait de jour, les adultes et les enfants

perdent de fait des opportunités la nuit pour l'éducation, les loisirs ou tout autre développement.

Le chef de village a accueilli ces quatre grands-mères togolaises qui repartiront dans six mois électrifier leur communauté à l'énergie solaire.



Lors de ma visite, la plupart des femmes de la classe sont concentrées sur leur travail pour la journée (aujourd'hui, elles soudent des cartes de circuits), mais Lucy, du Cameroun, tout sourire, se penche pour me serrer la main. Maria, grand-mère bolivienne, est assise en bout de table. Son histoire est celle d'une rêve extraordinaire : elle a voyagé seule des milliers de kilomètres pour son premier voyage loin de sa famille, de ses dix enfants et deux petits-enfants. Maintenant, elle partage un dortoir avec deux grands-mères équatoriennes, Patricia et Estella, qui se tournent vers elle comme vers une mère. « Nous ne pourrions pas faire sans elle », disent-elles.

L'idée que les grands-mères, sans compétences techniques préalables et au niveau d'éducation de base très

limité, peuvent électrifier des villages entiers semble, au premier abord, impensable. Mais après cinq minutes dans cette salle de classe atypique, je ne peux imaginer une idée plus simple et convaincante. Barefoot College donne à ces femmes la possibilité d'échapper aux dogmes ancestraux de leurs sociétés et leurs permet de vivre plus librement. Il Leur offre l'espace et le temps afin de trouver leur véritable potentiel.

« Toute personne, sans distinction de sexe, de caste ou d'âge, est capable d'acquérir de nouvelles compétences. » dit Gowardhan Tepan, formateur solaire

La méthode : « Apprentissage en faisant. Faire en apprenant » - Barefoot College

Du Soudan du Sud au Myanmar, du Togo au Panama, les « grands-mères solaires » (comme elles sont affectueusement connues) viennent de 68 pays différents de par le monde. Elles ont été choisies par leurs communautés, étant donné que leur premier passeport est celui qui leur permet de quitter foyer et famille pour la première fois de leur vie pour entreprendre un voyage de transformation dans le Rajasthan rural, en Inde, où « l'Université des Va-nu-pieds », est basée.

Qui sont les étudiantes ? Des grands-mères illettrées de villages non électrifiés à travers le monde se formant pour devenir ingénieures solaires.

Comment apprennent-elles ? De façon incroyable ! Car aucune des grands-mères ne lit ou ne parle une langue

commune; tout l'enseignement se fait à travers des symboles, des photographies, la langue des signes et de la pratique répétée pendant six mois.

Ma première visite au Centre de formation solaire est grandiose. Saluée par une cacophonie de bruit, les grands-mères solaires m'accueillent dans dix langues différentes « Hola!, Namaste, Maayong Buntag!, Bonjour, Habari !! » Leur volonté emplie la pièce d'un air qui me donne de la force.

« Le concept fonctionne de façon très pratique, reste à savoir maintenant si les universitaires peuvent le faire fonctionner en théorie... » le Dalai Lama qui a visité l'Université en 2012.

La preuve

Depuis sa création en 2008, les diplômées du Programme d'Ingénierie Solaire ont électrifié 1015 villages dans 68 pays, changé la vie de 500 000 villageois. En utilisant les compétences pratiques acquises à l'« Université des Va-nu-pieds », les « grands-mères solaires » peuvent éclairer les maisons, les écoles et les hôpitaux, maintenir et réparer lampes et panneaux durant cinq ans. Cependant, le voyage d'une « grand-mère solaire » ne se termine pas uniquement avec l'acquisition des compétences et des techniques concrètes.

Pendant leur séjour à l'Université, les femmes se nourrissent de la diversité de chaque autre, leur confiance grandit et elles réalisent leur potentiel en tant que moteur au sein de leurs propres communautés. Lors du retour

chez elles, elles transmettent la nécessité de l'autonomisation des femmes, l'exploitation des connaissances traditionnelles et des techniques rurales, et l'objectif de l'éducation égalitaire pour tous.

L'aspect le plus important du programme Barefoot College est, peut-être et pas seulement, que les femmes apprennent à électrifier leurs villages. Mais que les « grands-mères solaires » diplômées deviennent des balises de lumière, brillant elles-mêmes, penseuses, en inspirant d'autres et autorisant une nouvelle génération de femmes à repousser leurs limites.



Comme tout nouveau visiteur au « Barefoot College », je suis impressionnée et inspirée par la détermination de chacune des « grand-mères solaires ». En faisant le choix étonnant de quitter leur communauté et d'apprendre un nouveau métier, elles prouvent que ce ne sont pas des certificats, grades ou titres d'emploi qui comptent. Au lieu de cela, ce qui importe vraiment, c'est d'avoir le courage de changer, de trouver de nouvelles solutions, et d'agir positivement sur le monde.



barefoot college

DE L'ÉLITE AUX VA-NU-PIEDS

UN ENTREPRENEUR SOCIAL AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT RURAL

Né en 1945 dans une famille riche et influente du Bengale, Bunker Roy reçoit une éducation stricte et élitiste. Sa scolarité est exemplaire et il est programmé pour devenir un grand diplomate, un fin politicien ou un puissant bureaucrate... En 1966, à 19 ans, lors d'une mission de bénévolat dans un village du Bihar, il est confronté à une des pires famines que cet état rural ait connue historiquement. Le choc est terrible pour ce jeune privilégié. Des dizaines de milliers de personnes meurent faute de nourriture. C'est décidé, Bunker prend une décision qui va changer sa vie : il veut vivre dans l'Inde rurale et se mettre au service des paysans les plus pauvres. En 1971, visitant le Rajasthan, il découvre un sanatorium abandonné que le gouvernement lui cède au prix symbolique d'une roupie. Il peut concrétiser son projet qui vise alors à favoriser l'accès à l'eau potable et à l'électricité solaire aux paysans des villages les plus démunis. Un an plus tard, il décide d'y construire le premier Barefoot College (« Université des Va-nu-pieds ») à Tilonia, avec les pauvres et pour les pauvres. Il a la conviction que les solutions aux problèmes des pauvres en milieu rural se trouvent dans la communauté, dans leur patrimoine traditionnel et dans les nouvelles technologies qui ont simplement besoin d'être adaptées au contexte. Le début est un échec. Malgré ses convictions, la prudence fait que des groupes d'experts urbains sont sollicités : l'approche technologique occidentale partant du « du haut vers le bas » ne fonctionne pas. Bunker Roy a eu peur que l'approche alternative « du bas vers le haut » soit trop risquée. Le projet alors relancé avec une approche volontariste allant « du

bas vers le haut » donne alors la responsabilité à la communauté elle-même : des « professionnels va-nu-pieds », sans diplômes, avec un salaire minimum. Ils sont éducateurs, travailleurs de santé, ingénieurs des technologies liées à l'eau et au soleil... Le projet prend tournure...

Dans les années 90, l'idée inédite – et insolite – de Bunker Roy est alors la « révolution des mères » pour amener l'eau potable et l'électricité aux villages ruraux isolés. Il fait le pari de s'appuyer sur des grands-mères, la plupart illettrées ou semi-illettrées, comme « passeuses »; les grands-mères étant davantage disponibles que les mères ou les pères. Les candidates viennent de partout en Inde, mais la langue n'est pourtant pas un obstacle malgré 860 langues recensées dans le pays ! Elles apprennent à identifier les pièces par leur forme et leur couleur, à acquérir les compétences nécessaires en suivant des instructions mimées et à exécuter des tâches techniques en suivant des exemples.

Depuis 2004, le programme est mondial et a été reproduit dans les pays en développement et les pays les moins avancés d'Afrique et du Moyen-Orient, en Amérique latine et Asie. Les techniques d'ingénierie solaire sont enseignées aux femmes âgées analphabètes des communautés rurales démunies l'électricité. Désormais, dans le cadre de son programme de coopération Sud-Sud, le Ministère des affaires extérieures du Gouvernement indien aide les femmes de pays tiers, participant au transport aérien et à une partie des frais pour le stage de formation à Tilonia. Dans chaque pays, la communauté villageoise locale doit choisir et décider quelle femme âgée et non

éduquée traversera pays et continents pour se rendre en Inde pendant six mois.

« L'Université des Va-nu-pieds » a dû convaincre les anciens de certains villages et les hommes des familles concernées de pays comme Zanzibar, la Jordanie, l'Afghanistan afin de permettre aux femmes qui n'avaient jamais quitté le voile ou parlé avec les hommes de participer à la formation qui finira par faire d'elles des « ingénieures solaires professionnelles » avec un salaire mensuel.

A Tilonia, les femmes partent de zéro, apprennent à identifier et à coder les couleurs dans leur langue locale pour le circuit électrique et les outils. Il est difficile de comprendre comment une femme non éduquée des régions tribales et éloignée du monde sans connaissance en anglais peut apprendre à développer l'électricité solaire. Mais Gowardhan Tepan, maître formateur pour le programme d'ingénieur solaire à Tilonia, sait ce qu'il a lui-même appris en tant qu'étudiant du Barefoot College : « Nous communiquons par le langage des signes et des codes de couleur qui sont numériquement disposés et nous les aidons à se rappeler de la permutation et la combinaison des fils sans avoir besoin de lire ou écrire ».

L'accès à l'eau reste aussi déterminant que celui à l'électricité.

Le Barefoot College apprend la mise en place de dispositifs de la collecte d'eau, à installer sur les toits, avec main-d'œuvre locale et savoir-faire local... Résultat : une eau potable à un coût minime, disponible pour tous, sans distinctions de caste, de foi ou de situation économique. Quelques 550 dispositifs ont été installés sur des écoles, des centres communautaires, et 200 000 per-

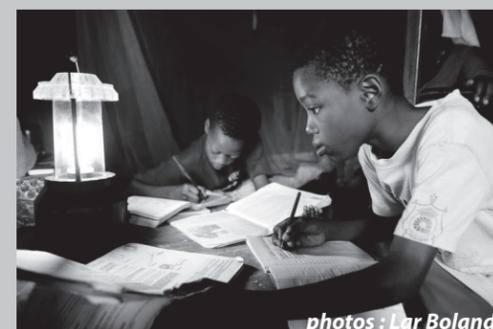
sonnes ont bénéficié des résultats dans près de 500 villages.

Mais « l'Université des Va-nu-pieds », en plus des cours pour adultes, c'est aussi 549 écoles du soir en Inde (dans les villages « solaires »), afin d'offrir des cours aux enfants qui ne peuvent pas aller à l'école le jour parce qu'ils aident leurs parents. Il existe aussi des cours d'artisanat pour aider les femmes qui restent à la maison à avoir un revenu.

Un chemin vers le développement mené par les communautés

Depuis sa création, l'approche « Barefoot » s'est étendue à plus de 70 pays. Ce travail exceptionnel est un résultat direct de son approche, adoptée à partir des principes de Gandhi.

« D'abord ils vous ignorent, puis ils rient de vous, puis ils vous combattent, puis vous gagnez. » Mahatma Gandhi



photos : Lar Boland



Prainha do Canto Verde : un lieu de résistance

L'un des premiers projets de tourisme communautaire au Brésil a été entrepris par les habitants d'un village de pêcheurs au nom à rallonge, Prainha do Canto Verde, situé dans l'état du Ceará.

Ce projet de tourisme, insufflé par la communauté elle-même, n'est pas né du jour au lendemain mais est le résultat d'un long processus. L'engagement politique de la communauté remonte aux années 80, lorsqu'elle s'est retrouvée confrontée à un double problème de souveraineté tant en mer que sur terre.

En mer, d'une part. Les habitants de Prainha do Canto Verde vivent principalement de la pêche, notamment la pêche à la langouste. Leurs techniques de pêche sont traditionnelles et artisanales. La pêche à grande échelle effectuée de manière industrielle par les entreprises de la région est devenue rapidement une menace pour la continuité du mode de vie de la communauté. La pêche industrialisée a des conséquences néfastes sur l'environnement marin mais aussi sur l'économie locale. Un taux de pêche trop important et le non-respect des cycles de reproduction menace la survie des espèces marines locales. De plus, une offre de poisson excessive provoque une baisse des prix qui se répercute également sur les prix de vente des pêcheurs artisanaux.

Sur terre, d'autre part. A la fin des années 70, un investisseur brésilien commence à acheter des terres autour du village. Suite à quelques manipulations administratives douteuses, celui-ci revendique la propriété d'une partie du village, l'enjeu étant la construction d'un complexe touristique.

L'histoire se serait terminée comme bien d'autres similaires au Brésil ou dans le reste du monde. Les habitants attirés par la promesse d'un profit rapide auraient vendu le peu de terres qui restait en leur possession. Des hôtels auraient été construits à la place. Finalement, ne pouvant plus vivre de la pêche et ayant rapidement dépensé l'argent de la vente de leur terrain, la population se serait retrouvée dans l'obligation d'émigrer ou d'accepter un poste de bas étage dans l'industrie touristique locale.

Mais dans ce cas la situation fut différente. Les habitants, conscients de leurs droits, décidèrent de défendre leur communauté. S'engagea alors une bataille judiciaire de plus de 20 ans (d'avril 1979 à mars 2006) qui donna finalement raison aux habitants de Prainha.

Cette confrontation judiciaire aura eu le bénéfice d'inciter la communauté à entrer en relation avec des ONG locales et à s'organiser en formant l'Associação de Moradores da Prainha do Canto Verde. Au début des années 90, le village est socialement très actif et envisage diverses possibilités d'action.

Tout d'abord, il joue un coup communicationnel en 1993 en envoyant quatre de ses membres rejoindre Rio de Janeiro par la mer sur une em-

- Association des habitants de Prainha do Canto Verde
- Au départ coopérative informelle, organisation de terrains communautaires depuis 2009
- 30 hectares
- Une « utopie » née il y a presque... deux siècles
- 1 100 habitants

barcation de pêche. Cette traversée de 3 000 kilomètres (soit à peu près la distance entre l'Islande et le nord du Maroc) constitue un voyage de protestation contre la pêche industrielle et la spéculation des investisseurs immobiliers. Au cours de cette protestation les manifestants rencontrent d'autres communautés de pêcheurs et commencent à tisser des liens.

Cette traversée donne naissance à l'institut Terramar avec comme objectif initial l'appui à la pêche artisanale dans la région. Quinze ans plus tard, Terramar est devenu une référence en ce qui concerne le développement durable de la région côtière du Ceará.

A la même époque, les habitants débute une réflexion sur les possibilités d'amélioration de leur niveau de vie. Comme la communauté vit principalement de la pêche, son niveau de vie est donc soumis à la vente du poisson. De ces discussions naît une coopérative regroupant les pêcheurs du village. Comme l'a toujours dit le célèbre adage, l'union fait la force ! La création de la coopérative permet aux pêcheurs de se passer de leur intermédiaire et de vendre directement leur poisson dans la ville la plus proche. Cette initiative a représenté un grand pas dans l'amélioration du niveau de vie de la communauté en augmentant le niveau de revenu de chacun.

Observant les résultats positifs de leurs engagements, les habitants réfléchissent à de nouvelles possibilités de développement. Le tourisme est-il bon pour la communauté ou est-ce une activité rentable uniquement pour les grands investisseurs ? Est-ce que d'autres industriels essayeront de faire du village une station balnéaire ? Un tourisme qui aide la communauté à se développer serait-il possible ?

Une réflexion approfondie sur le type de tourisme pouvant bénéficier à la communauté s'engagea sur plusieurs années. Au terme de cette réflexion, les habitants de la Prainha do Canto Verde décidèrent de s'engager dans un tourisme communautaire, géré et maîtrisé uniquement par la communauté, et créèrent la Coopérative de Tourisme et Artisanat COPECANTUR.

Le type de tourisme instauré petit à petit à Prainha n'a pas pour objectif de devenir la source principale de revenu de la communauté. Celle-ci souhaite garder son indépendance et ses traditions. La pêche est son histoire et son futur. Toutes les activités créées par le tourisme sont gérées par les habitants. Néanmoins le tourisme reste un complément de revenu et très peu d'habitants sont destinés à vivre uniquement du

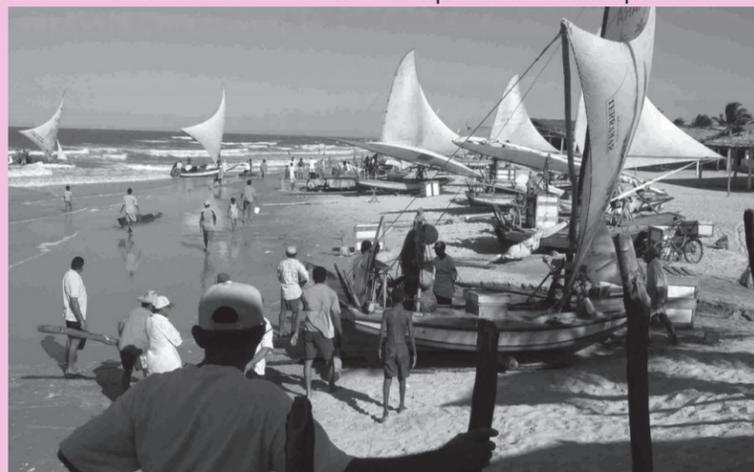
tourisme. Cette organisation garantit à la fois l'autonomie des habitants par rapport à ce phénomène mondial qu'est le tourisme et une plus égale répartition des bénéfices de celui-ci.

L'hébergement est effectué en pousada, sorte de chambre d'hôtes. Différentes activités sont organisées telles que randonnées, sorties en jangada (bateau de pêche traditionnel) ou catamaran, visites des communautés alentour. Mais le principal intérêt de Prainha est son calme et le naturel de ses habitants. Dans le village pas de piscines, ni de restaurants, ni de discothèques ou de boutiques. Le village est resté tel qu'il a toujours été. C'est au touriste de s'adapter aux habitants et non le contraire. Les touristes sont peu nombreux afin de ne pas perturber le mode de vie local. Ceux qui viennent n'auront aucun mal à discuter avec les habitants et connaître un peu mieux leur mode de vie.

Une partie significative de la population complète aujourd'hui ses revenus avec une activité

réserve pour être investie dans des projets communs. Ainsi 20 % des bénéfices du tourisme sont investis dans le Fond Social et Éducationnel qui soutient l'école du village (Escola Bom Jesus dos Navegantes), coordonne les actions judiciaires de la communauté et aide le troisième âge. Un fond de crédit rotatif a également été créé afin de soutenir les projets des habitants. Plus de dix projets entrepreneuriaux ont ainsi été soutenus depuis 1999.

D'un point de vue environnemental des efforts restent à faire mais les habitants du village sont tout à fait conscients de leurs droits et devoirs écologiques. Les pêcheurs revendiquent, appuyés par d'autres communautés, la création d'une réserve marine et l'interdiction de la pêche prédatrice. L'association des habitants organise en partenariat avec la préfecture la collecte des



liée au tourisme. Différents groupes ont été formés : les « hôtes », propriétaires de pousadas, les cuisiniers ou serveurs, entraînés pour recevoir des séminaires et dispenser un service de restauration, les guides touristiques et les artisans.

Un effort a été fourni par la communauté afin de mettre en valeur les anciennes techniques d'artisanat de la région. Les artisans ont rétabli le labirinto (technique de broderie ancienne et complexe qui se perd peu à peu). Des cours d'artisanat sont organisés à l'école du village afin d'intéresser les enfants à cette activité. Une petite boutique d'artisanat est tenue par les adolescents les week-ends.

Enfin, une partie des bénéfices du tourisme est

déchets et rêve d'une collecte sélective. Une méthode de désinfection de l'eau par les rayons solaires est en expérimentation et les enfants de la capoeira nettoient la plage.

L'initiative des habitants de Prainha do Canto Verde a rapidement donné des idées aux communautés environnantes. Aujourd'hui ce sont plus de dix initiatives de tourisme communautaire de l'état du Ceará qui se sont regroupées au sein d'un réseau appelé Tucum.

AUDE

Tout a commencé quand ...

... « Ze Cariri » épousa Dona Chica Benvinda, soeur de Joaquim « Cabloco » qui, avec son épouse Filismina, construit la première maison de boue ici sur la plage, puis Ze Cariri peu de temps après est venu vivre ici aussi, et Joaquim avec Filismina eurent douze enfants dont de nombreux descendants vivent ici, comme Dona Josefa. Bernardo Rezende, fils de Ze Cariri épousa Laurentina. Bernardo Rezende était un grand homme qui a appris à lire seul en mer avec son journal; avec son éducation et sa politesse, il était l'un des rares hommes qui savaient lire et écrire. Lui et Laurentina eurent quatre enfants, Nilton, Nilson Nelson et Toto. Bernardo Rezende était un grand voyageur et connaissait beaucoup de personnes influentes. Ce fut

en 1928 que Bernardo avec son oncle Joaquim Cabloco et Deca se rendirent en radeau de Pará à Belem en 14 jours, ce qui contribua à la renommée de Bernardo. Ceci afin de prouver à tous qu'ils étaient des « Jangadeiro »⁽¹⁾. Bernardo Rezende, est mort dans la mer qu'il aimait, étreignant son plus jeune fils. Leurs corps ne furent jamais retrouvés. Deca mourut en 1999, âgé de cent ans, 71 ans après le voyage à Belem. D'autres familles arrivèrent... Et comme sur cette plage la survie était possible chaque jour, plus de familles sont arrivées. Les hommes pêchaient depuis leurs radeaux... Ayant peu d'argent, les maisons étaient de paille et de boue, la plupart des familles avaient jusqu'à 15 enfants.

Les anciens n'avaient pas à se battre pour la terre, comme aujourd'hui. Auparavant, tout le monde pouvait construire sa maison et personne ne se plaignait... Car depuis 1976 notre communauté doit faire face aux agressions qui nous ont déjà causé divers troubles.

En 1992, des hommes de main armés d'Henrique Jorge, promoteur de la « Real Estate » ont détruit les fondations de deux maisons et mis le feu aux maisons de deux autres pêcheurs. En 1995, les mêmes hommes de main du même promoteur ont détruit les

fondations de la crèche en cours de construction.

(1) Le « Jangadeiro » est dans l'état du Nordeste, le Ceará, un héros loué et chanté. Il a été le premier Brésilien à refuser de transporter des esclaves noirs et devint le chef des pêcheurs sur radeaux, dans la lutte abolitionniste. Chico da Matilde – c'est son nom – humble homme noir, fut ensuite nommé en 1874 à la capitainerie du port de Fortaleza. Il obtint la fermeture du port, empêchant ainsi l'expédition d'esclaves vers d'autres provinces. L'un de ses principaux combats était de surveiller tout navire cherchant à entrer dans le port de Fortaleza depuis son radeau pour empêcher le trafic des esclaves dans l'état. L'histoire a enregistré son cri.



photos : Prainha do Canto Verde



L'AZN, une expérience remarquable de développement au Sahel

Association Zoramb Naagtaaba à Guiè, une centaine de personnes (permanents et apprentis)
• regroupant 11 villages
• Une « utopie » née il y a 30 ans

Village de Guiè, dans le Sahel, à 60 kilomètres au nord de Ouagadougou, au Burkina Faso. Cette région, autrefois autarcique, fut et reste durement touchée par les sécheresses, la déforestation, l'érosion et l'appauvrissement des terres, l'exode et un relatif isolement. Le paysage est plat; un sol de latérite, rouge, compact; de rares arbres équidistants se partagent l'espace; à leur image, disséminées de loin en loin, les concessions familiales, avec leurs cercles de cases de terre crue reliées par un mur. Un rare bétail, zébus, chèvres, poules, grignotent la brousse. Des hommes enfin, surgissent de nulle part et passent. Plus près des habitations, les femmes travaillent, et partout des enfants. Autant d'images très africaines.

Et maintenant commence la fable

C'est ici, à Guiè, qu'Henri Girard a choisi de débarquer il y a plus de trente ans. Il a d'abord échangé son vélo contre une case. Le conseil des anciens lui a ensuite concédé un lopin

de terre, certes pas la meilleure, ce qu'il faut pour vivre. Nous sommes en Afrique, pour ceux qui vivent ici, la terre est un droit, comme l'air.

Le nouveau venu a cultivé une partie de son champ à la manière locale. Pour le reste, il s'est livré à d'étranges expériences. Un « nassara » ne fait jamais les choses comme les autres. En quelques années, les connaissances en agrobiologie d'Henri portent leurs fruits, dans son champ c'est le regain. Des amitiés sont nées, une Burkinabé, Marthe Kéré, deviendra Marthe Girard. On commence à travailler ensemble, le processus est en marche.

Des interrogations sont permises. Henri est-il le sauveur, le nouveau colon, le cristalliseur ou un simple acteur de l'histoire? On ne peut éluder la question et ses implications, mais a priori, au lieu de voir Henri comme un « blanc », dans ce qui est déjà un présupposé colonial, ne peut-on le percevoir comme l'étranger, le voyageur, le différent, celui qui de tout temps et partout a fait bouger les cultures...

En 1987, les Girard et deux autres familles d'agriculteurs se regroupent; elles constituent le groupe informel de travail ZORAMB NAAGTAABA, « les Amis Réunis ». L'année suivante, un appel aux villages voisins est lancé. Le

comité Inter Villages est créé en 1989. Il fonde la ferme pilote de Guiè. En 1994, l'association ZORAMB NAAGTAABA (AZN) voit le jour.

Les saisons ont passé, l'association regroupe aujourd'hui onze villages et la Ferme Pilote de Guiè s'est consacrée en priorité à l'élaboration de techniques agro-sylvo-pastorales permettant la restauration des sols désertifiés. Elle a notamment développé un nouveau système agricole adapté à ces milieux : le **bocage sahélien** (voir encart)

Forte de ses succès, l'expérience agro-écologique a aussi essaimé vers d'autres fermes au Burkina reliées par l'ONG Terre Verte.

Si l'AZN a progressé dans son projet de développement par l'agriculture, elle l'a aussi élargi à d'autres actions : instruction et éducation populaire, accueil de l'enfance en détresse, éducation nutritionnelle, pouponnière pour orphelins, poste de santé d'urgence. L'AZN a ainsi réalisé : 11 écoles primaires, 1 collège-lycée, 2 centres de formation professionnelle (aménagement rural et puériculture), 1 bibliothèque et sa cyber-base avec liaison internet, 1 orphelinat, 1 dispensaire, 1 service ambulancier, 1 centrale de production photovoltaïque, 1 station-service, des kilomètres de routes et

de digues anti-érosion, des forages, 1 château d'eau, des bullis (vastes tenues d'eaux de pluie), des centaines de milliers d'arbres plantés...

Telle une liste à la Prévert jamais achevée, ce programme d'aménagement du territoire a pour résultat : la sécurisation des récoltes, le doublement des rendements qui autorise les échanges commerciaux, la scolarisation des enfants, l'alphabétisation des adultes, l'accès à la culture et à la santé...

Il contribue dès aujourd'hui à une nette amélioration des conditions d'existence des 10 000 habitants des villages impliqués. Il est à noter que ces « grands travaux » sont tous chantiers à haute intensité de main d'œuvre (HIMO) où la très grosse partie du financement sert à payer les populations qui réalisent elles-mêmes les travaux.

Loin des ONG internationales et des actions humanitaires parachutées, il s'agit bien ici d'une initiative locale de prise en main et de développement de secteurs vitaux - agriculture, artisanat, enseignement, santé - qui s'invente au fur et à mesure les moyens de son action.

L'action de l'AZN inscrit pleinement les populations rurales dans la marche du monde au travers d'un développement équilibré des campagnes et des villes

Si la démarche de l'AZN est bien endogène, elle est fondée sur l'ouverture

et l'échange : liens permanents avec les villes environnantes et la capitale, accès à internet, accueil de formateurs internationaux, d'étudiants et de stagiaires des deux centres de formation, maillage d'un réseau de soutien international...

Le nouveau grand défi: la transmission

Aujourd'hui l'AZN souhaite élargir la transmission des fruits de 25 ans de recherche et développement à l'ensemble des zones sahéliennes.

Cette immense volonté de partage de tout son « savoir-faire » se traduit déjà par les deux centres de formation d'envergure nationale, par l'essaimage avec les Fermes Pilotes du réseau Terre Verte et par le site internet.

Une nouvelle étape sera bientôt franchie en collaboration avec la Trame (association toulousaine d'éducation à l'image et d'accompagnement à la production). L'AZN souhaite en effet démultiplier son action par un programme innovant de transmission de pratiques de développement durable par l'image : **Le ciné Yam, paysan sahélien documentariste.**

BORIS CLARET
RÉALISATEUR

www.azn-guie-burkina.org/

Le ciné Yam: l'atelier de production audiovisuelle

Si les pratiques novatrices de l'AZN ont atteint aujourd'hui une maturité reconnue, leur partage a longtemps été bridé par un manque d'outils de communication et de transmission. L'irruption aussi récente que fulgurante d'internet dans les régions les plus reculées du continent bouleverse aujourd'hui la donne... L'AZN peut désormais s'adresser directement aux communautés rurales du Sahel.

Le documentaire audio-visuel est un outil particulièrement performant de sensibilisation, de transmission et de vulgarisation. Il permet aussi de contourner l'analphabétisme. L'AZN souhaite donc s'en approprier pleinement la capacité de production pour amplifier le transfert d'expériences de tous ses programmes.

Partant de ce besoin, l'AZN et la TRAME ont co-construit le projet «Ciné Yam, Paysan Sahélien Documentariste». Son



Ciné Yam, Tournage

photo: Isabelle Dario

objectif est de créer, au sein de la Ferme Pilote de Guiè, un service intégré de production et de diffusion audiovisuelle: le Ciné Yam.

Pour doter l'AZN d'une équipe de production compétente, un processus de trois ans de formation et d'accompagnement vers une autonomie de réalisation, d'équipement en matériel professionnel et de création de la plateforme web de diffusion est programmé sur place de 2017 à 2019. Il impliquera au moins six interventions de l'équipe des réalisateurs de La TRAME, complétées par des échanges réguliers via la liaison internet satellitaire de la Ferme.

Une préfiguration réussie avec la TRAME

En février/mars 2015, avec Isabelle Dario, elle aussi réalisatrice et monteuse, nous nous sommes rendus à la Ferme

de Guiè pour une session de préfiguration du Ciné Yam. Durant quatre semaines, avec une équipe de dix salariés et volontaires de l'AZN, nous avons mis à l'épreuve le processus d'accompagnement à la réalisation qui a débouché sur la production d'un film pilote: La Tranchée (vimeo.com/124966108)

Cette préfiguration nous aura aussi permis d'apprécier l'engagement de toutes les équipes de l'AZN dans la concrétisation de ce projet et d'en affiner les contours. Il est à noter que l'AZN a déjà aménagé un bâtiment dédié au Ciné Yam et s'est dotée de moyens de vidéo-projection pour assurer, dès à présent, un ciné-club itinérant.

Une banque de films sur internet pour tous les paysans du Sahel

Le Ciné Yam aura dès son lancement pour objet : la réalisation de films documentaires didactiques, et leurs diffusions du local à l'international, notamment par la constitution d'une banque de films structurée, libre de droits, à télécharger sur Internet.

Au terme de ces trois années, l'abondance des pratiques et savoirs à documenter sera loin d'être épuisée et le Ciné Yam poursuivra, en autonomie, l'enrichissement de la banque de films. Au-delà du premier cercle de proximité couvert par l'AZN et les trois autres Fermes Pilotes du réseau Terre Verte au Burkina Faso (environ 12 000 habitants), cette banque de films sera destinée prioritairement à toutes les zones sahéliennes rurales du Burkina Faso, plus largement à l'Afrique sahélienne et à toutes les zones du monde touchées par la désertification.

Le projet Ciné Yam a pour partenaires principaux l'AZN, la Trame, Terres Verte et l'ASED. Lauréat des 100 projets pour le climat, il a un appui du ministère de l'écologie. Son démarrage reste pour l'heure conditionné aux soutiens techniques et financiers que nous pourrions trouver.

BORIS CLARET
RÉALISATEUR, PORTEUR DU PROJET

la-trame.org/Lancement-de-l-atelier-Paysan
www.facebook.com/paysansaheliendocumentariste
 Pour nous contacter : cineyam@la-trame.org

WÉGOUBRI, le bocage sahélien

ou comment intégrer la sauvegarde de l'environnement dans l'agriculture sahélienne au Burkina Faso

L'ONG TERRE VERTE intervient au Burkina Faso dans la réalisation de périmètres bocagers (wégoubri en langue mooré), un concept nouveau d'aménagement rural mis au point par la ferme pilote de Guiè dans les années 90 et maintenant repris dans d'autres fermes pilotes burkinabé (Filly, Goëma et Barga).

Au Sahel, la première vocation du bocage est de garder l'eau là où elle tombe par des aménagements de diguettes, de mares et de haies vives, afin d'atténuer l'action érosive des eaux de la mousson et de maintenir la biodiversité d'un milieu extrêmement fragile. Le concept repose sur la création de périmètres bocagers en copropriété, comprenant des parcelles individuelles et des communs dont la gestion est organisée autour d'un groupement foncier des bénéficiaires que sont les agriculteurs d'un quartier ou d'un village.

Il en résulte un milieu totalement restauré où agriculture n'est plus synonyme d'érosion, où élevage n'est plus synonyme de surpâturage et où les arbres et arbustes se harmonieusement intégrés à l'environnement.

Les paysans disposent alors d'un excellent cadre de travail, assurant de bons rendements et durablement productif. Les arbres sont introduits dans l'axe du champ et les arbustes dans les haies vives, pour ne pas gêner les travaux de culture attelés ou motorisés. La culture en zaï permet de régénérer les sols avant de les préserver par une rotation culturale incluant la jachère pâturée avec une clôture électrique, ainsi que le pacage des animaux dans les champs après les récoltes grâce à une clôture électrique solaire adaptée à la saison sèche.

Pour aboutir, toute action dans le domaine de l'environnement doit s'inscrire dans le temps et se circonscrire à un espace donné, afin d'aller en profondeur dans la connaissance des problèmes et dans la mise en œuvre des solutions. C'est ce que nous nous attachons à faire au niveau de nos fermes pilotes sahéliennes, afin de mettre en place ce new deal rural!



la pépinière

photo: AZN

HENRI GIRARD
PRÉSIDENT DE TERRE VERTE

www.eauterreverde.org/



EN HAÏTI, LES CYCLONES RAFLENT TOUT SAUF LES POÈTES

Les projets les plus fous naissent bien souvent autour d'un verre, et celui de la nouvelle revue 100 % haïtienne – Trois/Cent/Soixante – n'échappe pas à la règle. Ses fondateurs, « d'extravagants optimistes et des grognons invétérés, des emmerdeurs comme de bons compagnons de rires et de combats », comme ils aiment à se définir eux-mêmes, en ont fait émerger l'idée alors qu'ils sirotaient une Prestige, la bière nationale d'Haïti, dans un troquet de sa capitale, Port-au-Prince.

Tantôt anthropologues, journalistes, libraires ou poètes, tous évoluent au sein des milieux universitaires, culturels et artistiques haïtiens et partagent le même constat : si Haïti est incontestablement une terre de production de savoir, de littérature et de poésie, la matière créée circule avec peine, tend à rester confinée à des espaces qui ne réussissent pas toujours à encourager la mixité sociale, et, plus problématique encore, est en danger de déperdition. La littérature haïtienne a accouché de monstres sacrés, tels que Dany Laferrière, Lyonel Trouillot, Frankétienne ou encore Georges Castera, dont les œuvres ont nourri des générations d'Haïtiens, mais dont certains volumes sont désormais introuvables du fait d'un milieu éditorial petit, fragile et frileux. Les jeunes créateurs, auteurs et chercheurs haïtiens, toutes disciplines confondues, peinent à trouver des espaces d'expression et d'édition. Quant aux lecteurs, la disponibilité de revues spécialisées, notamment en sciences sociales, s'avère réduite depuis le séisme du 12 janvier 2010, rendant leur accès à la culture d'autant plus difficile que le taux de pénétration d'internet est dramatiquement bas (15% en 2016) et compte parmi les plus faibles de la région Amérique Latine et Caraïbes. S'ajoute à cela un milieu culturel haïtien fortement cloisonné et centralisé à Port-au-Prince.

Le projet de la revue Trois/Cent/Soixante se fonde ainsi sur la nécessité de créer un lieu d'effervescence, une plateforme multidisciplinaire de création et de réflexion accessible, d'un point de vue éditorial, à la relève artistique et intellectuelle haïtienne en devenir et, en termes de lectorat, à un public jeune qui fait encore ses armes. Il s'est agi de monter « un truc où ça dialogue », selon les propres termes de l'équipe fondatrice, en vue de générer un dynamisme en matière de création, du lien social et de la trans-

mission culturelle, de laisser la parole à Haïti autant que de la donner à lire « de l'intérieur, de l'autre bord et sur le fil ». On a ici affaire à une initiative citoyenne portée par des fondateurs soucieux de la situation haïtienne, un outil traversé d'opinions et une pierre à l'amélioration du lieu haïtien profondément marqué par les conditions sociopolitiques terribles instaurées par les régimes dictatoriaux des Duvalier et d'Aristide de 1957 à 2004, une transition démocratique laborieuse et des

Association Recherche et Culture pour le changement social Trois/Cent/Soixante

• **Port-au-Prince : une agglomération de 3,7 millions d'habitants**

• **Une utopie toute juste née...**

• **Des poètes depuis toujours...**

sulaire, archipeléenne, archipleine, en expansion, continentale, francophone, créolophone, multilingue, pluriverselle, progressiste, mal-pensante, engagée, transcriptrice, archiviste, sérieuse, satiriste, universitaire, vulgarisatrice, jeune, immature, gérontophile et responsable,



dessin: Valérie Baerizwyl, Edgar Endress et Pierre Adler

catastrophes naturelles à répétition dont la gestion, tant au niveau national qu'international, rend perplexe.

A l'été 2016, la revue Trois/Cent/Soixante est née, selon l'inventaire à la Prévert qu'en ont fait ses fondateurs, « haïtienne, donc caribéenne, donc sud-américaine, américaine, atlantique, in-

bref, c'est une revue qui a les yeux plus gros que le ventre et qui a faim. » Son premier numéro, à travers ses pages de recherches en sciences sociales, de poésie, de slam, de critique littéraire, de photographie, de bande dessinée, de récits et de reportages autour du thème de la colère, livre un regard sur

Bien malgré elle, Haïti version XXI^{ème} siècle, connaît son apogée médiatique depuis le tristement célèbre 12 janvier 2010. Bien que toujours autant incapable de la placer sur une carte, le monde est cependant désormais à même d'associer Haïti à une pléiade de mots et d'images soigneusement choisis pour nouer le ventre et dénouer le portefeuille et, pour l'essentiel, centrés autour du « goudougoudou » (terme créole pour désigner le terrible tremblement de terre qui frappa l'île en 2010). Comme si, pour faire suite aux décennies pendant lesquelles Haïti était synonyme de dictature ; tremblement de terre, cyclone et choléra prenaient naturellement le relais.

La perle des Antilles (nom donné à l'île que se partagent Haïti et la République Dominicaine par les colons français au XVIII^{ème} siècle

en raison des quantités importantes de sucre fournie par Saint Domingue à la France) qui était, dans les années soixante-dix, lieu de villégiature pour les célébrités – Mick Jagger, Truman Capote ou encore Graham Greene faisaient alors les beaux jours des hôtels mythiques de sa capitale, Port-au-Prince –, fait aujourd'hui bien pâle figure dans le paysage médiatique.

Dépasser la vision partielle et souvent catastrophiste que nous en livrent les médias est une démarche que trop peu s'attachent à entreprendre. Afin d'y parvenir, se laisser raconter Haïti à travers sa culture, plutôt que par les chiffres catastrophistes qui inondent les kiosques à journaux, apparaît incontournable. Malgré désastres, coups d'Etat et une fragilité sociale endémique, Haïti continue à

produire des penseurs, des poètes, des écrivains, des peintres, des musiciens, inexorablement et par tous les temps. Ce terreau intarissable d'artistes fait germer et grandir une culture musicale exportée dans le monde entier, bien connue sous le nom de « kompa » ; une école de peinture naïve caractérisée par le mouvement Saint Soleil, dont les œuvres sont exposées dans les plus grands musées ; et une littérature riche portée par des écrivains majeurs tel que Dany Laferrière, récemment accueilli au sein de l'Académie française.

Alors qu'Haïti vient de commémorer le septième anniversaire du tremblement de terre en janvier dernier, il est plus que temps, non seulement de tourner la page, mais aussi de changer de livre.



Haïti incisif et atypique, mêlé de poésie, d'humour et de résistance. Ses fondateurs ont voulu porter une attention particulière à l'équilibre dans le choix de ses contributeurs, entre une majorité haïtienne et les étrangers, entre hommes et femmes, entre personnalités établies et nouvelles voix, la revue visant à refléter la diversité du paysage social et intellectuel haïtien, extraordinairement fragmenté, tant en termes de disciplines que de classes. Dans les coulisses de l'édition, un appel à contributions a été diffusé publiquement, en particulier auprès des nouvelles plumes. Un maximum d'articles inédits a été rassemblé par l'équipe fondatrice qui a mobilisé les jeunes auteurs de la place. Les textes sont passés entre les mains de chacun des fondateurs. Des collaborations à l'international ont été établies, notamment avec des graphistes et illustrateurs étrangers. Tout a été mis en œuvre afin de produire une publication hybride qui puisse non seulement attirer un lectorat lycéen et universitaire, mais également satisfaire le lecteur érudit par une édition exigeante. Un pari ambitieux.

Si l'inscription de la revue dans le paysage culturel haïtien et international est en bonne voie, comme le prouvent la naissance de collaborations avec des manifestations artistiques d'envergure telles que celle établie avec le festival de théâtre des Quatre Chemins à Port-au-Prince en décembre 2016 et une distribution effective en France, en Belgique, au Canada et aux Etats-Unis, l'équipe ne perd pas de vue sa priorité : conquérir le lectorat étudiant et former ses futurs contributeurs, notamment en province. Toute la fraîcheur du projet tient en cette énergie à poursuivre sa mission de dynamisation de la création culturelle et de sa transmission, et ce de manière décloisonnée. Aller vers les lecteurs qui devraient lire la revue, bâtir un espace de communication avec « ces étudiants de l'ailleurs qui ont des choses à dire sur leurs lieux » apparaît crucial pour faire rayonner l'initiative au-delà du petit milieu de l'intelligentsia port-au-princienne. En décembre 2016, la revue est donc partie à la rencontre de ses lecteurs et fu-

turs auteurs dans le cadre de sa tournée de lancement organisée avec le soutien de l'Organisation Internationale de la Francophonie. Au programme : entretiens avec des étudiants, suivant des cursus divers et variés, dans les campus universitaires principaux du pays et échanges avec des bloggeurs, intellectuels et créateurs des communes du Cap Haïtien, de Saint-Marc et des Gonaïves, situées au nord et nord-ouest de Port-au-Prince. Plus encore, figure au cœur du projet celui de créer un véritable laboratoire à révéler des vocations artistiques. En ce sens, dès la sortie de son premier numéro, la revue a organisé un atelier de bande dessinée en partenariat avec le Centre d'Enseignements Spécialisé des Arts Narratifs, première école de bande dessinée de Paris, avec une quinzaine de jeunes artistes haïtiens, en vue de promouvoir l'illustration et stimuler la production de bande dessinée qui existe peu en Haïti. Elle collabore également avec l'Ecole Normale Supérieure d'Haïti dont un groupe d'étudiants a été formé à la production de textes de critique littéraire pour publication dans les numéros futurs de la revue. Le prochain aura pour thème l'extravagance sous toutes ses formes. La thématique promet de soulever des tabous, notamment celui de la question des droits des homosexuels en Haïti, l'homosexualité y étant illégale, de la corruption ou encore des démonstrations ostentatoires de richesse qui sont monnaie courante dans un pays où 3 % de possédants gèrent 80 % de l'économie. Autant de questions auxquelles l'équipe de la revue Trois/Cent/Soixante estime que le public devrait s'intéresser plus que jamais, à l'aube de la nouvelle présidence haïtienne.

LUCE PEREZ-TEJEDOR & IANIS PROAL

Pour plus d'information sur la revue Trois/Cent/Soixante www.larevue Troiscentsoixante.com.



dessin: revue TCS



DE MALCOLM X À LA JUSTICE CLIMATIQUE, PARCOURS D'UN MILITANT NOIR POUR UNE ÉCOLOGIE POPULAIRE



Adolescent, Kali Akuno faisait partie d'un gang de Los Angeles. Il est aujourd'hui une des figures du militantisme étasunien pour une justice climatique. De son engagement pour les droits des Noirs jusqu'à sa mobilisation en faveur d'une écologie populaire, en passant par la lutte contre les inégalités et les politiques ultra-libérales, ainsi que la création de coopératives économiques, voici le portrait d'un militant Noir engagé sur tous les fronts, pour toutes les formes de justice.

« Votre génération est probablement la dernière qui a l'opportunité de faire en sorte que le climat ne soit pas totalement hors de contrôle. » Kali Akuno parle devant deux cents lycéens de Sarcelles. Il avait alors préféré quitter Le Bourget où se tenaient les négociations de la COP21 pour se rendre dans le nord de Paris, afin de discuter justice climatique et racisme environnemental, tour à tour avec des migrants primo-arrivants, des lycéens et des militants de quartiers populaires.

A priori, rien ne destinait ce militant étasunien de 43 ans à se battre pour de tels sujets. Né à Watts dans la banlieue de Los Angeles, sa famille s'installe dans la mégapole à l'époque où la ville est marquée par un effondrement social. La drogue, principalement le crack et l'héroïne, fait exploser l'insécurité, les meurtres, la pauvreté et la perte de repères. La seule réponse



photo :Coopération Jackson

des autorités est alors une répression policière et judiciaire ultra-violente qui conduit des générations entières de Noirs en prison. Encore aujourd'hui, les Noirs représentent 40 % de la population carcérale aux États-Unis.

Membre d'un gang...

Adolescent, Kali Akuno intègre un gang à la réputation sulfureuse, les Crips. « A cette époque il était presque impossible de ne pas appartenir à un gang ou à sa division, le « set ». Le quartier dans lequel tu vivais appartenait de facto à un set. Le mien était un quartier Crips », raconte-t-il aujourd'hui. Les gangs prospèrent dans un contexte de forte désindustrialisation de Los Angeles. De plus en plus de personnes deviennent dépendantes de l'économie souterraine, contrôlée par les gangs et leurs sous-divisions. « Dans les sets, il y avait ta propre famille et tes amis de quartier ou d'école, explique Kali Akuno. Mais pour des milliers de jeunes femmes et hommes Noirs, les sets étaient plus que leur famille de sang. Bien que les gangs soient en fait de petites unités économiques ultra-concurrentielles qui luttaient pour le contrôle des ressources, elles apportaient tout de même un certain lien social. »

Kali Akuno ne sortira de son gang que grâce à ses performances dans les stades universitaires de football américain, l'amour des siens et la détermination de vieux membres des Crips, « les Old Gangstars », à ne pas le voir dilapider son potentiel. Après une blessure au genou qui lui

- « **Coopération Jackson** » est une Coopérative
- Un de ses principaux objectifs : avoir un minimum de 10 % des emplois à Jackson directement issus de la Fédération des coopératives de travailleurs
- Jackson (Missouri) 15 000 habitants
- Une « utopie » née il y a 10 ans

ferme définitivement les portes d'une carrière professionnelle dans le football, l'héritage familial reprend le dessus.

... puis militant radical

Car Kali Akuno tient son nom de l'implication de sa famille dans le mouvement pour les droits des Noirs et particulièrement des Black Panthers. « Mes parents ont renié leur nom hérité de l'esclavage pour choisir un nom africain. Akuno est un nom Yoruba qui signifie "guerrier redouté". » Kali veut dire « Noir et déterminé » en swahili (1). Après sa blessure, Kali choisit donc de s'engager. Il se mobilise contre les emprisonnements politiques qui sévissent encore aux États-Unis et dont Mumia Abu Jamal, Leonard Peltier ou Sekou Odinga sont les victimes les plus connues.

Kali milite aussi contre les violences policières qui, aujourd'hui encore, entraînent une hécatombe au sein de la communauté noire. En se rendant en Palestine et à Cuba, il rejoint les luttes contre les politiques impérialistes des États-Unis. Il se mobilise également contre les politiques ultra-libérales qui font exploser les inégalités et la pauvreté ou en faveur des autres minorités (Latinos, Américains et LGBT), sans pour autant oublier la « prise de conscience » (2) dans les mouvements politiques noirs. Pendant plusieurs années, au sein du Malcolm X Grassroots Movement, il côtoie même Tupac Shakur qui n'est pas encore devenu le rappeur célèbre.

Les communautés noires, premières impactées par la pollution

A cet engagement radicalement à gauche s'ajoute au fil du temps une prise de conscience environnementale. Adolescent, Kali rend visite à son père qui travaille dans une société d'exploitation forestière. Il prend progressivement conscience d'une destruction non soutenable, aussi bien des espèces animales et végétales que des conditions de vie des populations locales. « A Los Angeles, ville connue pour son impressionnant « fog » (brouillard causé par la pollution), nous nous sommes très vite rendus compte du lien entre pollution et explosion des maladies respiratoires au sein de notre communauté. »

Une étude (3) menée sur dix ans démontre que les enfants qui vivent près des autoroutes de Los Angeles présentent un retard de croissance de leurs poumons de près de 20 %. Ils ont 89 % de risque supplémentaire de souffrir d'asthme que les enfants vivant un kilomètre plus loin! Il faut dire que l'agglomération de « L.A. » a le triste record mondial du taux le plus élevé de véhicules par habitant. 12 millions de voitures circulent chaque jour sur le vaste réseau autoroutier de la région!

Ces chiffres dépeignent les conditions de vie, très concrètes, de Kali. A la fois, en étant lui-même issu des communautés les plus concernées, les *frontline communities*. Et en tant que directeur d'école qu'il est devenu entre-temps, au contact des enfants des quartiers populaires. Cependant, les grandes organisations écologiques américaines ne touchent pas les populations pauvres. En particulier, les Noirs et les Latinos. Soit parce qu'elles n'en font pas la priorité de leur campagne. Soit parce qu'elles sont majoritairement menées par des Blancs issus de classes moyennes supérieures, dans l'incapacité de s'adresser à des militants de quartiers populaires comme des partenaires à égalité. C'est finalement la catastrophe liée à l'ouragan Katrina, qui frappe la Nouvelle-Orléans en 2005 qui fait définitivement basculer Kali Akuno (ainsi que de nombreuses autres organisations noires) dans le mouvement de la justice climatique.

L'ouragan Katrina, le point de bascule

Avant le passage de l'ouragan, les autorités locales refusaient de prendre la mesure du dérèglement climatique. Elles continuaient à entretenir l'artificialisation et l'érosion des sols ainsi que de se désinvestir des services publics. Tout cela a laissé la ville, et notamment les quartiers les plus défavorisés, extrêmement vulnérables. « Une vulnérabilité socio-économique qui a nourri une vulnérabilité environnementale », explique Kali. Et quand l'ouragan Katrina s'est déchaîné, des milliers d'habitants noirs pauvres se sont retrouvés pris au piège, abandonnés à leur sort par les autorités.

Officiellement 1836 personnes sont mortes suite à cette catastrophe. Mais le bilan exact demeure incertain. « Avec l'ouragan Katrina, des centaines d'autres camarades et moi avons compris que le dérèglement climatique n'était pas une menace à venir, mais bel et bien un danger actuel, souligne Kali Akuno. La gestion de Katrina nous a aussi démontré que le gouvernement des États-Unis était prêt à sacrifier les Noirs et les autres populations opprimées, plutôt que de traiter les



Kali Akuno photo : James Trimarco

causes de ce problème. C'est en tirant les leçons de l'ouragan Katrina que j'ai désormais mis en priorité la lutte pour la justice climatique. Car ce n'est pas le climat qui doit changer, mais le système. »

Des coopératives pour un développement local autogéré

Cette catastrophe marque durablement Kali. Il quitte Los Angeles pour la Nouvelle-Orléans et participe à plusieurs projets qui viennent en aide aux victimes de l'ouragan, notamment en dirigeant un fonds citoyen d'aide aux victimes. Plus tard, il s'installe dans la région, dans la ville de Jackson, à trois heures de route de la Nouvelle-Orléans. Il fonde alors un mouvement, Coopération Jackson, qui s'est fixé trois objectifs : permettre l'expression des citoyens qui ne se reconnaissent plus dans les partis traditionnels, lutter pour la justice climatique et favoriser le développement d'outils économiques autogérés et démocratiques.

« Nous sommes convaincus qu'une réponse aux menaces capitalistes, démocratiques, alimentaires et climatiques passe par la multiplication de coopératives économiques, estime le militant. C'est ce que nous ancrons au sein de la population avec Coopération Jackson. Ce type de coopératives permet un développement local autogéré, une démocratie économique et une transition vers une économie non extractive. » Coopération Jackson développe des projets dans l'agriculture urbaine, la restauration ou le recyclage. « Notre objectif est de mettre en place une révolution du quotidien qui mette un terme aux inégalités environnementales et sociales et transforme notre société. »

Aujourd'hui, Coopération Jackson qui a généré une dizaine d'emplois et partiellement remporté les élections locales, fait partie d'une confédération américaine d'associations de terrain qui lutte pour la justice climatique : le

Global Grassroots Justice Alliance (GGJA) se structure entre autre autour des principes de Jemez. Du nom d'une ville du Nouveau-Mexique, ces principes proposent un mode d'organisation démocratique qui a été essentiel à l'action des populations amérindiennes, noires, latinos et d'autres minorités au sein du mouvement de justice climatique. Qu'il s'agisse des gaz de schiste, des OGM, du désinvestissement dans les énergies fossiles ou de la lutte contre les discriminations dont sont victimes les Noirs, Kali continue de mener le combat sur tous les fronts. Pour toutes les formes de justice.

EROS SANA
JOURNALISTE

Texte initialement publié dans Bastamag

- (1) Cette langue est utilisée dans de nombreux pays d'Afrique, dont le Burundi, Comores, Kenya, Malawi, Mozambique, Ouganda, République démocratique du Congo, Rwanda, Somalie, Tanzanie (2) La prise de conscience des Noirs américains est un sujet général qui relève du rapport à l'histoire (de l'Afrique, de l'esclavage, du mouvement ouvrier noir...), des questions liées aux inégalités structurelles dont ils font l'objet. (3) Source : The Children's Health Study

Ndlr: Coopération Jackson a initié « l'Initiative des collectivités durables » qui vise à créer une fiducie foncière communautaire et une société de développement communautaire qui créeront plusieurs coopératives grâce à l'achat de terrains vacants : coopérative d'écoconstruction, de gestion des déchets/recyclage, de crèches et garderies, d'art et culture, de soins pour les enfants ainsi qu'une ferme urbaine. Coopération Jackson a accueilli avec succès la conférence « Jackson Rising : New Economies », qui a eu lieu à l'Université Jackson State. Cette conférence a offert à Coopération Jackson une visibilité nationale et internationale et a permis de former plus de 100 « jacksoniens » sur la façon de lancer une coopérative de travailleur.

Quand les planètes sont alignées... c'est plus facile.

En effet... le 21 mai 2013, Chokwe Lumumba est élu assez facilement maire de Jackson (1) axant sa campagne sur les outils visant au développement économique des entreprises locales et sur une exigence : que les femmes et les hommes aient les mêmes salaires pour des emplois similaires relevant de la ville. Lumumba, élu, continue à rester le militant qu'il a toujours été : le lendemain de son élection, il remet publiquement en question la signification de Christophe Colomb comme « découvreur de l'Amérique », provoquant une certaine controverse. Lors de son intronisation, il finira par lever le poing en criant un de ses slogans : « Libérez la terre! »

En 2009 Lumumba avait déjà été élu au Conseil municipal de Jackson avec le soutien du Mouvement Populaire de Malcolm X qu'il avait contribué à fonder. Il avait aussi le soutien de l'Assemblée populaire de Jackson, du Réseau d'aide en cas de catastrophe du Mississippi et d'autres militants locaux. Plus tôt, il fut président de la New African Peoples Organization, co-fondateur de la Coalition nationale des Noirs pour des réparations en Amérique et parraina le rassemblement d'Occupy Wall Street. En 2010, il s'était rapproché du radical « New Black Panther Party ». (2)



DES ACTEURS D'UTOPIES

A l'origine, Chokwe Lumumba était avocat spécialiste des droits de l'Homme dans le Michigan et le Mississippi défendant les indigents et de nombreux militants, notamment noirs, victimes de violences policières. Ses coups d'éclat lui valurent, entre autres, un séjour en prison et le retrait de sa licence d'avocat. Il était né en 1947 s'appelant Edwin Finley Taliaferro et changea son nom en Chokwe Lumumba suite à son adhésion à la République de New Afrika⁽³⁾. Il en devint le Vice-président. Son nouveau nom était un hommage à l'ethnie sud-africaine des Chokwe ayant résisté à l'esclavage et aussi à Patrice Lumumba leader congolais de l'indépendance, mort assassiné.

Ce n'est certes pas le curriculum vitae habituel pour un maire d'une importante ville du sud des Etats-Unis.

Lumumba voulait que Jackson crée une « économie solidaire », en mettant l'accent sur le développement de coopératives. Dans un état conservateur du sud des Etats-Unis, il a



Chokwe Lumumba

opéré un changement radical même si son mandat ne dura que neuf mois.

En effet, Chokwe Lumumba est mort subitement le 25 février 2014 à Jackson, ville qu'il transforma⁽⁴⁾. Les causes de sa mort demeurent à ce jour inexplicables ! Certains pensent qu'il a été assassiné. Aucune autopsie ne put être obtenue.

(1) 87 % des voix... La ville qui est à 80 % noire a un maire noir depuis 1997.

(2) C'est le New Black Panther Party qui a par exemple organisé un rassemblement en juillet 2015 à Columbia, en Caroline du Sud, en réponse au rassemblement organisé le même jour et au même endroit par les sympathisants du Ku Klux Klan pour protester contre l'abandon, par la Caroline du Sud, du drapeau sudiste comme emblème officiel après l'attentat terroriste de Charleston où neuf noirs furent abattus dans une église par un activiste raciste et ségrégationniste admirateur de la feu Rhodésie de l'apartheid.

(3) A l'époque des luttes pour les droits civiques aux Etats-Unis, une organisation séparatiste noire

proclama la Republic of New Afrika. Cet embryon de régime politique africain et indépendant comptait s'établir dans les états du sud ayant une forte population afro-américaine : Louisiane, Mississippi, Alabama, Géorgie, Caroline du Sud, Caroline du Nord, Arkansas, Texas, Tennessee et Floride. Tels étaient les états revendiqués par la Republic of New Africa (RNA). Elle fut fondée le 31 Mars 1968.

(4) Chokwe Lumumba avait, dans l'administration de la ville de Jackson, Kali Akuno comme directeur des projets spéciaux et des financements externes, dont le rôle était de soutenir le développement coopératif, l'introduction de méthodes écologiques et de réduction du carbone, et la promotion des droits de l'homme et des relations internationales pour la ville.

PHILIPPE SAMSON

MIDI-PYRÉNÉES

LES AMI-E-S D'AVERROËS

En octobre 2016, se sont tenues les 4^{èmes} Journées Culturelles Franco-algériennes. Ce fut pour le moins un très franc succès. Des invité-e-s de très grande qualité, un public toujours plus nombreux et des débats avec la salle, riches et argumentés, le tout dans des lieux habituels (Espace Diversité Laïcité, cinéma ABC, Le Bijou) mais aussi des espaces nouveaux s'ouvrant à l'association (Cave Poésie ou Conseil Départemental). Forts de ce succès grandissant et toujours résolu à œuvrer autour des problématiques concernant le vivre ensemble, les membres de l'association ont déjà tracé les lignes d'une programmation 2017 dont les journées d'octobre ne seront pas le seul rendez-vous.

Pour ce début d'année, après une conférence dès janvier, sur « Islam et philosophie », deux projections-débats sont prévus en mars. En avril, une soirée hommage à l'Emir Abdelkader, grande figure de l'humanisme musulman. Avec Waciny Laaredj, écrivain, romancier et universitaire, une soirée poétique franco-algérienne et une soirée-rencontre-solidarité Syrie et Irak, « Femmes du Moyen-Orient ».

En mai se tiendront les deuxièmes soirées d'Averroës. Déjà un aperçu des invités : Ahmed Djebbar, historien des sciences sur « La raison en Islam : le cas de l'expérience mutazilite », Ali Benmakhlof, philosophe, abordera



« La philosophie arabe ». Chérif Ferdjani, islamologue et universitaire tunisien exposera l'« Approche laïque des faits islamiques ». Enfin, Ghaleb Bencheikh, philosophe, islamologue, présentateur des émissions « Cultures d'Islam » sur France 2 et France Culture nous proposera une conférence sur « Islam en France, Islam en France ».

Notez déjà que les 5^{èmes} journées Culturelles franco-algériennes se tiendront la première quinzaine d'octobre.

Toutes ces rendez-vous sont, pour certains, à confirmer. Quant aux dates des rencontres de ce premier semestre retrouvez-les sur :

[facebook.com/Les-Ami-e-s-dAverroës](https://www.facebook.com/Les-Ami-e-s-dAverroës)
Pour tout contact : lesamisdaverroës@yahoo.fr

Philippe Samson

Association pour la promotion du vivre ensemble et la lutte contre le racisme et l'amitié entre les peuples

Le choix d' et de l'

Si vous ne devez en voir qu'un ...

« Tempête de sable » de Elite Zexer - Israël - 2017

Il y a six ans, Elite Zexer avait réalisé un court métrage sur cette communauté bédouine vivant à la frontière israélo-jordanienne, alors entraînée par sa mère qui les photographiait. Il reste encore 140 000 bédouins non reconnus par Israël. C'est un peuple musulman et polygame. La polygamie est interdite dans l'état d'Israël depuis 1977 mais tolérée chez les bédouins du Néguev. « Tempête de sable », son premier long métrage, relève d'une approche atypique... Car réalisatrice israélienne, actrices arabes s'exprimant en dialecte bédouin... Restait à relever le défi du long métrage et ce n'était pas gagné, vu la difficulté : « Je me suis retrouvée à diriger en hébreu et en anglais des acteurs arabes qui avaient dû apprendre une langue différente de la leur. » Elle devait de plus décrypter – sans la trahir – une société dont elle ne connaissait finalement pas tant que ça les moindres détails. Elle apprend l'arabe et le scénario lui demande quatre ans d'écriture et de réécriture... Le résultat est plus que probant ! Il s'agit de l'histoire d'une famille ébranlée par le poids des traditions, les pratiques ancestrales. Chaque membre de la famille qu'Elite Zexer scénarise est le fruit d'une de ses rencontres avec un membre de la communauté. Suleiman, épouse sa deuxième femme. Alors que sa première femme, Jalila, tente de cacher son humiliation, elle découvre que sa fille, étudiante en ville, a une relation avec un jeune homme de l'université. Jalila refuse cet amour interdit qui peut nuire à toute la famille mais sa fille Leyla bouscule les

règles et met à l'épreuve les convictions de chacun. C'est un film de femme sur la condition des femmes à travers la culture bédouine, les femmes étant évidemment les premières victimes de ce monde clos.

La réalisatrice confie que l'héroïne du film, Layla, est le double d'une vraie jeune fille rencontrée lors de son séjour dans le Néguev : « Quelques instants avant le mariage, elle s'est tournée vers moi et m'a dit : cela n'arrivera jamais à ma fille. J'ai su à ce moment que je ferai ce film. Je voulais transcrire de manière authentique leur vision du monde. » Le film se termine d'ailleurs en points de suspension sur le regard de la petite sœur de l'héroïne.

Ce film, à la mise en scène réussie, plein de sensibilité et s'appuyant sur le jeu très juste des acteurs et actrices, révélant l'intimité des personnages tout en réalisme, entre dans la lignée de ceux qui s'attachaient à la condition des femmes et chroniqués ici-même : l'indien « La saison des Femmes », le saoudien « Wajda » ou le turc « Mustang ».

Quand même, lorsqu'on questionne Elite Zexer sur le regard qu'elle porte sur la condition des femmes israéliennes, elle admet que le problème se pose aussi dans le contexte moderne de son pays. Sur cette question rappelons l'excellent « Procès de Viviane Amsalem », film israélien.

Philippe Samson

Vies de ville

La ville nous fait êtres de joie ou de peine, de richesse ou pauvreté, d'espoir ou nous accable. Sommes-nous à ce point à l'image de notre ville, nous qui venons de loin, de nos campagnes, de nos ancêtres, de nos amours ? Nous la chérissons et la maudissons tout à la fois.

Elle est de creux et de bosses, de pleins et de déliés, comme toutes ces langues qui s'y croisent, telles celles d'un dragon à mille têtes quand elle est violence, telles ces danses qui nous appellent quand elle se veut enjôleuse.

Ils sont des milliers à l'avoir bâtie, ardemment, patiemment, douloureusement, empilant des matériaux, des idéaux, des murs et des hiérar-

chies, des murailles et des coups, et nous arrivons au milieu de ses rues, carrefours, places et berges, étrangers, éternels halogènes, à la décrypter, à l'amadouer, à la conquérir et la transformer. La ville est de nous et nous sommes de la ville, destins croisés dans lesquels on se bat, on s'ébat. C'est elle qui inspire nos rêves, c'est dans son décor qu'on vit, âme et corps.

Lieu de l'anonymat et de la particularité, la ville est une et multiple de ses habitants, de ses quartiers, de ses activités. Elle abrite des normes sans cesse transgressées, bouleversée par les siens qui s'écrivent ou se lèvent, qui s'écartent de l'attendu, qui par la voix, qui par le geste,

suffisamment convaincus de sa socialité pour s'y exprimer, inventer, agir individuellement dans ce collectif qui colle à la peau.

La ville est pouvoirs installés. Elle est aussi possibles libertés, et mille initiatives nouvelles s'y expriment chaque jour, au grand jour, et dans la méconnaissance générale. Qu'en sait-on si on ne cherche pas à savoir ? Rien. Ne connaît-on sa ville que par l'information qu'on nous sert ? Avons-nous fait l'effort de connaître cette autre partie de la cité qui s'active à des desseins de mieux, de bien, de beau ? Celle qui tend à la réenchanter ?

Yves Proal

Nouveaux points de vente d'**ALTERS ECHOS** :

Toulouse :

- L'Estaminot, 8 Rue du Pont Saint-Pierre
- Théâtre du Grand-Rond, 23 Rue des potiers

Uzeste (Gironde) :

- Librairie MMM, L'Estaminot

« Quand les mots perdent leur sens, les hommes perdent leur liberté »

« crimmigration »

À l'automne dernier, notre attention fut attirée par l'intitulé de journées d'études organisées à Toulouse par Sciences Po, « L'Europe face aux migrations globales : les politiques de **Crimmigration** ». Nous avons si souvent l'habitude, dans l'Europe d'aujourd'hui, d'entendre les extrémistes des droites – et plus largement des représentants de tous bords ou des piliers de bar dans chaque café du Commerce hexagonal – associer *immigration* et/ou *migration* à *crime*, qu'il nous semblait intéressant de voir quelle mouche avait piqué la brochette d'universitaires organisateurs... « **Crimmigration** » ? En y regardant de plus près, nous sommes – un peu – rassurés sur le fond. Certes, nous dit-on, « le concept de « **crimmigration** » a été forgé pour permettre de saisir, sous ses multiples aspects sociologiques, économiques, politiques et juridiques, le phénomène d'emprise grandissante du droit pénal sur les populations migrantes. Partout, une législation pénale d'exception, inspirée du droit de l'ennemi, renforce le contrôle socio-pénal des migrants avec pour effet pervers l'internement massif des étrangers. » Partout en Europe les Universités proposent des cours, organisent des colloques sur la « **crimmigration** ». Les Universités de Lund en Suède, de Coimbra au Portugal, d'Amsterdam, le King's College de Londres, l'Université d'Oxford, mais aussi en Finlande, Norvège, Belgique, Allemagne... on s'interroge, on réfléchit sur la « **crimmigration** ». Aux Etats-Unis à l'Université du Maryland.

En y regardant encore de plus près, on constate qu'un des sujets de réflexion porte sur le droit même des migrants face aux justices de chaque pays européen. Les sociétés traitent de plus en plus les migrants sans-papiers (qui sont tous des réfugiés, ne l'oublions pas, – politiques, climatiques, économiques –) pour des délits qu'ils commettent, d'une façon différente des « justiciables nationaux ».

Martina Bätelson, de l'université de Lund, explique que « des délits commis par des migrants qui relevaient auparavant du droit civil ont – eux aussi – franchi une frontière, relevant désormais du droit pénal. Avec donc des peines alourdies. »

Juliet Stumpf, professeur de Droit et Ethique à l'université d'Oxford, explique comment « l'intégration des sphères de l'immigration et du crime tend à engendrer des résultats plus sévères, à limiter les protections procédurales, d'exécution des peines et les arbitrages. » Elle va même plus loin, signifiant que ces politiques « illustrent ce qu'est une trajectoire mondiale vers le contrôle social. L'usage de ces lois, institutions et pratiques, le système de justice pénale, exigent notre examen minutieux. » Des procédures d'exception, avec des centres de rétentions où, selon les pays, les

lois sont plus ou moins bafouées...

Aux Etats-Unis, la « **crimmigration** » serait appréhendée différemment... Yolanda Vasquez, de l'université d'Oxford, a étudié les migrations et les statuts des Latinos dans ce pays : « Au cours des 40 dernières années, le souci de la relation entre les « non-citoyens » et la criminalité a atteint des proportions épiques. Politiques décidées, lois sur l'immigration adoptées, les procédures pénales appliquées, ce sont des milliards de dollars dépensés. Détention, poursuite et expulsions de ceux qui sont ciblés comme posant « la plus grande menace pour la nation ».



dessin : Chimulus

Chimulus est mort. Michel Faizant de son vrai nom (fils de Jacques Faizant qui, des décennies durant dessina pour le Figaro) avait 70 ans. Alters Echos vous proposait ses dessins depuis le tout début du journal. Ce dessinateur caustique qui travailla pour Le Journal du Dimanche, Elle, Paris Match, Télé 7 jours, Marianne, Télé Magazine, Presse-Océan, La Tribune, Siné Hebdo, le Nouvel Obs... avait accepté d'emblée de nous autoriser à utiliser ses dessins connaissant la ligne éditoriale d'Alters Echos et... ses moyens financiers. Encore merci à toi !

Confucius

En conséquence, un « nouveau » phénomène émerge, la « **crimmigration** », qui a non seulement redessiné le criminel et les systèmes d'immigration, mais aussi une transformation culturelle des États-Unis. La restructuration des catégories sociales, perpétuant ainsi la marginalisation de la plus grande minorité de la population : les Latinos aux États-Unis. Malgré l'impact dévastateur que la « **crimmigration** » a eu sur les 30 dernières années, peu a été écrit sur sa création et son utilisation comme mécanisme de subordination raciale continue. » Aux États-Unis, donc, la notion de « **crimmigration** » interroge nettement l'exclusion et la répression différenciée.

Prenons donc en compte l'avertissement de Juliet Stumpf en ce qui concerne les politiques européennes : « Je souhaite vivement que nous ne nous tournons pas vers le droit pénal pour ce qui relève du civil, et que l'exemple des États-Unis doit être pris comme un avertissement. »

Sur le principe, la commission européenne par le CORDIS (Service Communautaire d'Information sur la Recherche) cherche à rassurer : « des chercheurs européens ont suggéré que l'Europe revoie les sanctions actuelles appliquées pour contrôler l'immigration, et veiller aux droits judiciaires des immigrants. » La coordinatrice du projet, Katja Franko, de l'université d'Oslo indique : « L'apparition de nouvelles formes de sanctions et de logiques de contrôle social peut être qualifiée de contrôle de la « **crimmigration** ». Durant l'étude, nous avons constaté l'importance croissante de la déportation, notamment dans certains pays comme la Norvège, et le recours de plus en plus fréquent au droit pénal pour contrôler les frontières. »

L'opinion publique a-t-elle besoin de se voir servir, bientôt déballée de plus en plus, non pas la notion de « **crimmigration** » elle-même, mais l'utilisation de cette contraction pour le moins ambiguë sinon trompeuse ? L'amalgame et la confusion vers laquelle s'engouffreront les extrémistes de tous poils, auraient dû inciter les initiateurs de ce néologisme à plus de prudence dans leur choix. Même si le concept de « **crimmigration** » n'est pas ce néologisme derrière lequel se cacherait la pensée raciste et xénophobe qui se trouverait là scénarisée, par une contraction sémantique, il favorise la contraction de la pensée entre « crime et migration ou immigration ». En l'occurrence il ne s'agit pas là d'un contresens mais d'un non-sens.

Philippe Samson

JOURNÉE DE L'ÉCOLOGIE POPULAIRE À AUCH... ET DE 7 !

La Journée de l'Écologie Populaire qui s'est déroulée le 1^{er} octobre est un évènement devenu incontournable de l'animation du quartier du Grand Garros à Auch. Avec des stands dont un petit marché de producteurs locaux, des animations, une gratiféria, des jeux dont la fameuse grande roue de VALORIS, et bien sûr le grand concours de pâtisseries, cette manifestation développe les deux thèmes « *alimentation et santé (je mange bien, tout va bien)* » et *environnement (j'agis pour ma planète)* ».

Informer, divertir, susciter des rencontres entre habitant-e-s du quartier et les gens venus participer aux différentes animations qu'ils soient ou non derrière les stands, créer du lien social autour de l'écologie, c'est



photo : Philippe Rabier

d'Amour et d'Humus, maraîcher bio

cela le fil conducteur de cette journée ! C'est aussi découvrir ce qu'il y a de beau et remarquable dans le quartier, avec des initiatives comme celle d'une balade découverte botanique ou ornithologique, loin à première vue des préoccupations premières des habitant-e-s, mais qui rencontre toujours du succès.

Après un transfert en 2015 sur le Parc de la Boubée, la Journée de l'Écologie Populaire est revenue cette année au cœur du quartier avec à nouveau une belle fréquentation puisque sur certains stands, le chiffre de 70 personnes s'arrêtant pour prendre des informations a été comptabilisé. La 8^{ème} édition est d'ores et déjà programmée le samedi **30 septembre 2017**. Venez nombreuses et nombreux découvrir comment, à travers cette journée où sont mises en lumière des initiatives associatives et citoyennes, les habitant-e-s d'un quartier populaire du grand Auch se saisissent de la question de l'écologie. Si vous rêvez encore d'un autre monde, cette journée est faite pour vous !

Et pour en savoir encore plus, ne manquez pas le petit film réalisé par Parlem TV en 2015 à voir par le lien suivant : <http://parlemtv.fr/spip.php?article128>

Philippe Rabier

Contact, coordination:
Philippe Rabier : philipperabier@wanadoo.fr

ABONNEZ-VOUS À « ALTERS ECHOS » !

Abonnement 4 numéros AE-45 12 €
Abonnement de soutien €

Libellez votre chèque à l'ordre de « les AMI-E-S D'ALTERS ECHOS » et envoyez-le à Michèle Gral 15 rue des genêts - 31120 Pinsaguel

Nom : Prénom :

Adresse :

Mail :

ALTERS ECHOS - quadrimestriel / n°45

Directeur de la rédaction : P Samson, Songhai, J Trimarco

Philippe Samson

Conception graphique : Joe Rabie

Mise en page : Anne Dufour, Estelle

Redor

Abonnements : Michèle Gral
15 rue des genêts 31120 Pinsaguel

Dessins : P Adler, V Baerizwyl,
Chimulus, E Endress, TCS

ALTERS ECHOS est un journal alternatif de Midi-Pyrénées

Imprimé par SCOPIE

imprimerie@scopie.net

08.99.86.38.51

Mail : altersechos@yahoo.fr

Prochaine parution : juin 2017

Co rédaction et participation au numéro 45 :

ASOC Chenini-Gabes, Aude, N Ben Ahmed, B Claret, H Girard, L Perez-Tejedor, J Prades, I Proal, Y Proal, P Rabier, A Quinn, P Samson, E Sana, F Simon, Songhai

Photos : ASOC Chenini-Gabes, AZN, L Boland, Cooperation Jackson, I Dario, Prinha Do Canto Verde, P Rabier,

ALTERS ECHOS a été imprimé sur papier recyclé avec des encres végétales.

Solidarité - Altermondialisme - Ecologie